

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE de l'Allemagne pendant la Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 2 Mars 1922

PAR

M. Pierre PARDAILHÉ-GALABRUN

Licencié ès-Lettres

Président : M. SOUCHON.

Suffragants { M. RIST.
M. ALLIX.

ÉDITIONS
DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13

PARIS

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE
PENDANT LA GUERRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551415_0053

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE

de l'Allemagne pendant la Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le 2 Mars 1922

PAR

M. Pierre PARDAILHÉ-GALABRUN

Licencié ès-Lettres



Président : M. SOUCHON.

Suffragants { M. RIST.
M. ALLIX.

ÉDITIONS

DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13

PARIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.

PREMIÈRE PARTIE

LA ZWANGSWIRTSCHAFT

ÉTUDE DU RÉGIME DE L'ÉCONOMIE CONTRÔLÉE INAUGURÉ EN ALLEMAGNE EN 1915 POUR PARER À LA DISETTE DES PRODUITS RÉSULTANT DU BLOCUS ET DES CIRCONSTANCES ENGENDRÉES PAR L'ÉTAT DE GUERRE.

INTRODUCTION

Avant la déclaration de guerre, le principe de la liberté économique ou de la libre concurrence était universellement respecté sur le marché intérieur des différents États.

Chaque pays subvenait à ses propres besoins, soit en utilisant ses ressources naturelles (les produits de son sol et de son industrie), soit en important chez lui les produits qui lui faisaient défaut ou qu'il ne possédait qu'en quantité insuffisante. Sur le marché national, la loi de l'offre et de la demande jouait pleinement, les prix s'établissant automati-

quement en fonction du nombre des acheteurs et de la quantité des produits.

Dans l'ordre de la production, la liberté était pour ainsi dire absolue et n'avait pour limites que les exigences du marché. L'Etat n'intervenait que très rarement, en allouant des *primes*, pour encourager certaines plantations (comme celles du lin, du colza, etc. , ou en *monopolisant* certaines cultures ou certaines industries (tabac, allumettes), dans un but le plus souvent fiscal.

Dans l'ordre de la circulation, les seules entraves apportées au libre échange des produits résultaient d'ententes commerciales et industrielles, dont les plus puissantes étaient les trusts et les cartels, destinées à régulariser les prix de vente dans le but d'atténuer les fluctuations du marché (1).

Dans l'ordre de la répartition, les diverses parties prenantes se partageaient les différentes richesses au prorata de leurs disponibilités.

Enfin dans l'ordre de la consommation, la liberté la plus absolue était la règle et aucune restriction ne venait limiter les dépenses de chacun.

Quand la guerre éclata en Europe au mois d'août 1914, la situation économique des puissances belligérantes se trouva totalement modifiée. Du fait de la mobilisation, de nombreux travailleurs abandonnèrent leur tâche pour aller défendre la Patrie sur le front.

Un grand nombre d'entre eux furent employés à fabriquer des munitions et les usines qui jusque-là produisaient les objets susceptibles de servir à la consommation, furent

(1) CH. BROUILHET : *Essai sur les ententes commerciales et industrielles ; les modifications qu'elles pourraient apporter à l'ordre économique actuel*, 1895.

transformées en vue de la guerre et leur outillage fut modifié du tout au tout. D'où, diminution très importante de la main-d'œuvre et détournement d'une portion très notable de celle-ci de son but naturel, qui est de produire des objets nécessaires à la vie, appelés communément « richesses » dans le langage économique, vers des travaux inutiles, en ce sens que ce qu'ils produisaient n'était pas susceptible d'améliorer la condition humaine, et même nuisibles, en ce sens qu'ils aboutissaient à des destructions de richesses.

Cette crise de la main-d'œuvre se fit sentir à peu près également chez tous les belligérants, car la mobilisation fut presque partout générale.

Mais une autre cause vint influencer la situation économique, et dans des proportions variables suivant les différentes Puissances.

Le seul moyen de compenser la diminution de la production résultant de l'état de guerre, était de faire appel au secours de l'étranger.

Si la France ne rencontra pas de difficultés, tout au moins au début, à faire venir de l'étranger les denrées et les matières premières indispensables à la perpétuation de sa vie économique, il n'en fut pas de même de l'Allemagne.

Dès les premiers jours de la guerre, cette puissance se trouva encerclée de toutes parts et soumise à un blocus très rigoureux.

Elle n'eut bientôt plus la possibilité de se ravitailler par mer, les escadres alliées faisant bonne garde autour de ses côtes. Elle dût s'adresser aux neutres pour obtenir les denrées que son sol se refusait à produire (telles que les épices, le caoutchouc, le riz, etc.).

Elle parvint ainsi à se procurer en fraude, notamment en Hollande et en Suisse, les marchandises qui lui faisaient

défaut ou qu'elle ne produisait qu'en quantités insuffisantes (telles que le lait, le beurre, le fromage, etc.).

Mais ces quantités ne pouvaient suffire à ses besoins, même en y ajoutant le butin dont elle réussit à s'emparer, en Belgique (le charbon de Mons et de Charleroi), en France (le fer du bassin de Briey, les laines et les cotons de Roubaix, le sucre du Nord), en Russie (les céréales), en Roumanie (le pétrole), etc.

Dès lors, étant incapable de se suffire à elle-même avec ses propres ressources, et n'ayant pas la possibilité de demander à l'étranger le complément qui était indispensable à sa subsistance, l'Allemagne se vit dans l'obligation de *réglementer sa production et d'imposer certaines restrictions aux consommateurs*, dans le double but d'une meilleure utilisation de ses ressources et d'obtenir une peréquation des quantités disponibles entre les différents ayants-droit.

Le terme de « *Zwangswirtschaft* » sert précisément à définir le « régime de contrainte économique » inauguré en Allemagne en 1915 pour parer à la disette des produits.

CHAPITRE PREMIER

Les origines de la Zwangswirtschaft

Comment la tentative faite pour enrayer l'ascension progressive des prix, qui se produisit immédiatement après l'épuisement des stocks constitués avant la guerre, par la fixation de prix maxima (*Hochstpreise*) aboutit à une réglementation très étroite de la consommation et à un contrôle très sévère des transactions.

Avant d'entreprendre l'étude du « régime de réglementation économique » qui succéda en Allemagne, après la première année de guerre, au régime auparavant universellement appliqué de la liberté des transactions commerciales, il est de toute nécessité de rappeler brièvement les traits dominants de l'Administration du Reich.

L'Administration prussienne, sur laquelle est calquée l'administration des principaux Etats constituant le « Reich » repose sur le principe de la décentralisation (*Selbstverwaltung*).

Aux différents degrés de la hiérarchie, des corps ou des fonctionnaires électifs délibèrent sur l'administration des intérêts régionaux et collaborent avec les agents du pouvoir central à l'administration générale de l'Etat.

Les 3 subdivisions pourvues d'autonomie, ayant un budget propre et des assemblées représentatives, sont :

- 1) la *Province (Regierung)* qui équivaut à notre *département*.
- 2) le *cercle (Kreis)* qui correspond à notre *arrondissement*.
- 3) la *commune (Gemeinde)*.

Enfin, au point de vue de l'administration générale, les 12 provinces du royaume de Prusse sont subdivisées en *districts (Regierungsbezirke)*.

La véritable *cellule administrative* allemande, c'est le cercle (*Kreis*) qui est tantôt urbain (toute ville de plus de 25,000 habitants constitue un cercle urbain (*Stadtkreis*), tantôt rural. Le cercle rural (*landkreis*) est le groupement des communes rurales de la circonscription. Il se subdivise lui-même en bailliages (*Amtsbezirke*) pour l'administration de la police et pour le contrôle de l'administration des communes (correspondant à peu près à nos cantons).

I. — La Province

Dans chaque province, l'administration des affaires d'intérêt général est dirigée par le premier président (*Oberpräsident*). Son rôle est de tout point comparable à celui d'un préfet. Il est assisté d'un conseil provincial composé de 6 membres (*Provinzialrat*) qui joue le rôle du conseil de préfecture.

Enfin, l'administration des affaires d'intérêt régional est assurée par une assemblée délibérante ou Diète provinciale (*Provinziallandtag*) correspondant à notre conseil général,

un comité provincial permanent (*Provinzialausschuss*) correspondant à notre commission départementale, et un Directeur provincial (*Landesdirektor*).

II. — *Le Cercle*

Le cercle est administré par trois organes :

- 1) Le *Landrat*, qui a sensiblement les mêmes attributions que notre sous-préfet.
- 2) Le *Kreistag* qui est une assemblée consultative.
- 3) Le *Kreisausschuss*, sorte de commission permanente, chargée d'exercer la tutelle administrative des communes et de juger en premier ressort les recours administratifs.

III. — *Le Bailliage*

Le bailliage (*Amtsbezirk*) est la subdivision administrative la moins importante. Elle est dépourvue d'autonomie, tout comme le canton français.

A sa tête se trouve l'*Amtsvorsteher* ou *Landbürgermeister*, qui possède des attributions de police très étendues. Il est assisté d'un comité formé des représentants des communes rurales.

IV. — *La Commune*

Dans la commune (*Gemeinde*), le pouvoir exécutif est exercé par le maire (*Bürgermeister*) assisté du conseil municipal (*Stadtverordnetenversammlung*).

Une fois connues les grandes lignes de l'Administration du Reich, il nous est loisible d'aborder le corps même de

notre sujet et d'étudier la genèse de la « *Zwangswirtschaft* », autrement dit l'ensemble des circonstances qui ont présidé à sa naissance et à son développement.

Qu'est-ce donc que la « *Zwangswirtschaft* » ?

La « *Zwangswirtschaft* » que nous ne pouvons mieux traduire que par l'expression de « contrainte économique » représente une branche, la plus importante, de la *Kriegswirtschaft*.

On entend par *Kriegswirtschaft*, ou économie de guerre, l'ensemble des mesures édictées en Allemagne pendant la guerre dans le but d'assurer la perpétuation de la vie économique du pays, gravement compromise par les difficultés alimentaires résultant de l'état de guerre. La *Zwangswirtschaft* est la pierre angulaire de l'édifice, puisqu'elle doit aboutir, en dernière analyse, à une égale répartition entre les différents ayants-droit des quantités de vivres disponibles.

On a souvent comparé la situation de l'Allemagne pendant la guerre à celle d'une place assiégée. Cette image correspond entièrement à la réalité. Privée de toute communication avec l'extérieur, l'Allemagne ne pouvait compter que sur ses seules ressources.

Fermement résolue à soutenir un long siège, à « tenir jusqu'au bout », elle dut mettre en œuvre toutes ses énergies. Le double problème qui s'imposait à elle, puisqu'elle n'était pas en état d'accroître ses richesses par suite de la diminution de ses capitaux et de sa main-d'œuvre, c'était de veiller à la conservation de ses stocks, et d'en assurer la répartition au prorata des besoins de chacun.

Par quel processus, l'Allemagne est-elle passée du régime de liberté économique et de libre concurrence au système de réglementation outrancière qui caractérise la *Kriegswirt-*

schaft ? C'est là, ce qu'il importe de mettre en lumière.

La *Friedenswirtschaft* (économie du temps de paix) était basée tout entière sur ce que les Allemands appellent l'*Individualismus*.

Sous ce régime, c'est l'individu qui a la charge d'équilibrer la production et la consommation. Le mobile auquel obéit le producteur en apportant sur le marché les produits de son sol ou de son industrie, c'est l'*appât du gain*. Dès que le gain lui semble insuffisant, et a fortiori s'il disparaît complètement, il cesse de travailler, et la surproduction se trouve ainsi évitée. A l'inverse, quand les demandes sont supérieures aux offres en ce qui concerne une richesse déterminée, le nombre des producteurs augmente et le déficit tend à diminuer.

Au régime de la liberté des échanges, s'oppose le système de la réglementation de la vie économique par l'Etat : cette réglementation peut être poussée plus ou moins loin, et, en période normale, on imaginait qu'elle pouvait présenter 2 aspects principaux :

1) *la forme socialiste*, qui s'opposait à l'appropriation par l'individu, des moyens de production (sol, usines, etc.). Mais alors, l'intérêt particulier, qui est le moteur des actions humaines, disparaissant, on se voyait contraint d'instituer le travail obligatoire ; toutefois on se flattait d'aboutir à la suppression radicale de l'exploitation de l'homme par l'homme, chacun, dans ce système, travaillant pour la communauté, et non plus pour le compte d'un individu.

2) *la forme communiste*, qui préconisait l'expropriation complète de l'individu et sa dépossession absolue au profit de la masse des travailleurs.

En outre, il convient de signaler une autre forme d'interventionnisme, celle-là plus imprécise que les précédentes, mais non moins réelle. Elle se caractérise d'un mot : « *Sozialpolitik* ».

On entend par là tout un ensemble de mesures, qui sans toucher aux fondements de l'économie « individualiste », ont pour but d'atténuer les effets de la libre concurrence et de venir en aide à certaines cellules du corps social qui risqueraient de périr dans une lutte inégale.

Ce sont principalement la liberté et la santé des travailleurs qu'on entend ainsi protéger contre les assauts du capitalisme. (Lois sur l'assurance, l'épargne, l'assistance, etc.).

A l'époque où fut inaugurée cette doctrine nouvelle, on l'appela un peu irrévérencieusement : le *socialisme de la chaire* (*Kathedersozialismus*), par opposition à la théorie Marxiste.

C'est dans le même sens qu'il faut comprendre l'expression de « *Kriegssozialismus* », que les Allemands emploient aujourd'hui pour définir la politique économique qu'ils ont suivie pendant la guerre, et qui tendait précisément à protéger les faibles contre les forts, les habitants des villes contre ceux des campagnes, les moins fortunés contre les plus riches, pour éviter leur anéantissement final.

C'est précisément cette politique économique, tout à fait particulière, parce qu'elle s'appliquait à des circonstances également particulières, qui a été celle de l'Allemagne pendant la guerre, que nous nous proposons d'étudier dans ses traits généraux, en nous efforçant de la juger dans ses résultats et de déterminer les modifications profondes qu'elle a fatalement entraînées dans la vie économique de ce pays.

CHAPITRE II

La véritable nature de la Zwangswirtschaft

Elle aboutit à supprimer toute liberté et à concentrer entre les mains de l'Etat tous les ressorts de la vie économique du pays

Nous avons défini plus haut la « Zwangswirtschaft » : le régime de contrainte économique inauguré en Allemagne en 1915 pour parer à la disette des produits.

Il importe à présent de déterminer la véritable nature de ce régime, de préciser dans quel esprit il a été institué, enfin, de rechercher si, dans ses conséquences, il n'a pas bouleversé de fond en comble le régime antérieurement en vigueur de la liberté des échanges, et ouvert la porte au socialisme intégral.

Quels sont les traits essentiels qui caractérisent la zwangswirtschaft pour un observateur superficiel ?

C'est d'abord la suppression de la liberté des échanges et l'institution des prix normaux (*Höchstpreise*), qui interdisait au producteur de fixer lui-même le prix de vente de ses marchandises.

C'est ensuite toute une série de *restrictions* imposées au consommateur, rendues possibles par la création de cartes

d'alimentation (*Lebensmittelkarten*) qui ont pour effet de limiter ses facultés d'achat.

C'est enfin une réglementation draconienne, qui s'étend à toutes les branches de l'activité humaine, doublée de sanctions très sévères, telles que saisies, amendes, etc.

Cette réglementation nécessite la création d'organismes nouveaux, tels que les « *Zwangsgesellschaften* », et les *Reichswirtschaftsstellen*, qui gravitent autour du *Kriegsernähmungsamt*, puissante organisation, d'une activité prodigieuse qui a la charge d'assurer le ravitaillement de toutes les Allemagnes.

L'aboutissement fatal d'un tel système, c'est l'annihilation de toute liberté et de toute initiative privée.

L'individu est comme noyé sous ce flot d'ordonnances, de circulaires, de décrets qui réglementent ses moindres actions, lui indiquant combien il doit acheter, payer et consommer, fixant son menu et la composition de sa garde-robe !

Ce système n'a pas jailli spontanément de la cervelle d'un homme d'Etat : il est la résultante d'une succession de mesures qui constituent un ensemble indivisible.

On est d'abord entré dans la voie de la réglementation à propos des céréales, puis, d'étape en étape, on en est arrivé à réglementer successivement toutes les branches de la production.

Cette réglementation a été rendue nécessaire à l'origine du fait de la rareté des produits, de l'accroissement des frais généraux, de l'affaiblissement du pouvoir d'achat de la monnaie, enfin de l'augmentation du nombre des consommateurs, tous phénomènes résultant de la situation particulière engendrée par l'état de guerre, et qui devaient se

manifestar avec une telle intensité dans un pays réduit presque exclusivement à ses seules ressources.

Au régime de la libre concurrence a succédé le régime du monopole. En cas de non-intervention de l'Etat, les prix auraient subi une ascension pour ainsi dire indéfinie, la quantité de produits apportés sur le marché diminuant progressivement par suite du fléchissement de la production, tandis que le nombre des acheteurs aurait sans cesse augmenté. D'autre part, parmi ces derniers, il en est dont les disponibilités sont suffisantes pour leur permettre de payer un prix très élevé, et d'enlever sur le marché la totalité des marchandises offertes, pour le plus grand dam des autres consommateurs dont les facultés d'achat sont moindres.

Ces quelques considérations suffisent à justifier l'intervention de l'Etat en la matière, car la défense du faible contre les prétentions exagérées de ses antagonistes, rentre incontestablement dans ses attributions.

Si l'Etat allemand n'avait pas fait œuvre législative en l'espèce, s'il n'avait pas édicté certaines mesures, formulé certaines prohibitions, il est absolument certain que, les intérêts vitaux de la plus grande partie de la population auraient été sacrifiés, à l'exclusivisme et à la cupidité d'une minorité, contre lesquels il importait qu'elle fût protégée.

Il y a des circonstances dans lesquelles le libre échangiste le plus convaincu doit se déclarer partisan d'une certaine protection ; de même on aurait tort de blâmer a priori l'intervention de l'Etat dans des cas exceptionnels, dans lesquels l'individu risque de perdre le minimum de garantie qu'il est en droit de lui réclamer.

Ce qu'il importe de mettre en lumière, c'est le point de savoir si l'Etat allemand s'est borné à ce rôle de protection

des moins favorisés ou s'il est intervenu arbitrairement dans l'ordre de la production, de la circulation, de la répartition et de la consommation des richesses.

L'Etat allemand aurait-il pu se borner par exemple à fixer des prix de vente maxima destinés à limiter les bénéfices des producteurs, dont les exigences auraient été manifestement exagérées ?

Etant donnée l'acuité du problème, évidemment non : il était impossible d'assurer le ravitaillement de la population uniquement en fixant des prix de vente maxima.

En effet, il ne suffit pas de limiter les gains des producteurs pour assurer le ravitaillement de la population, il faut encore l'inciter à apporter ses marchandises sur le marché et l'encourager à produire davantage.

Or si l'institution des prix maxima permet d'atteindre le premier résultat, elle rend impossible l'obtention du second.

Sous ce régime, le producteur aura tout intérêt à ne pas vendre ses produits, et à attendre une hausse qui ne manquera pas de se produire, étant donné l'état du marché.

Dès lors, il est absolument indispensable de forcer le producteur à vendre, par tous les moyens possibles et en particulier en le menaçant de saisir ses marchandises.

D'autre part, l'institution des prix maxima aura pour effet de développer la fraude, le producteur ayant intérêt à écouler ses produits à un prix supérieur au prix légal, et certains consommateurs étant tout disposés à consentir un léger sacrifice pour être assurés de ne pas manquer de la marchandise qu'ils convoitent.

Il est indéniable que l'institution des prix maxima, si elle n'est pas étayée de mesures de coercition, aboutit fatalement à faire le vide sur le marché.

Pour éviter précisément que certains consommateurs ne puissent, en offrant un prix supérieur au prix égal, enlever sur le marché des denrées indispensables à la subsistance du plus grand nombre, on se voit également dans la nécessité de *limiter le droit d'achat du consommateur*, en établissant des cartes qui prévoient la quantité maxima qu'il lui sera licite d'acheter.

Si la politique des prix maxima a pour conséquence directe d'orienter la production dans un sens déterminé, celui qui est le plus profitable au producteur, il n'en est pas moins vrai qu'elle est impuissante à donner à la collectivité les garanties qui lui sont indispensables.

Pour ne donner qu'un exemple, il est évident que le paysan aura intérêt à délaisser la culture du blé ou des pommes de terre pour s'adonner à celle de l'avoine ou de la betterave, si cette dernière doit être plus rémunératrice. De même, il n'hésitera pas à abattre une partie de son cheptel, s'il espère en retirer un prix avantageux, et si le prix des fourrages est trop élevé pour lui laisser un bénéfice suffisant.

Quoiqu'il en soit, on a prétendu que le système des prix maxima n'était même pas indispensable pendant la guerre, et qu'il aurait suffi par exemple à l'Etat de distribuer à la population indigente des cartes spéciales lui permettant d'obtenir une réduction de prix, dont l'Etat aurait acquitté la différence. Il aurait ensuite récupéré cette avance sous forme d'impôts sur les bénéfices de guerre.

Cette combinaison aurait présenté de graves inconvénients. En premier lieu, elle aurait représenté une très lourde charge pour l'Etat, puis la détermination précise des bénéfices indûment perçus aurait soulevé les plus grandes difficultés. De plus, c'eût été du plus déplorable effet que de

mettre les quatre cinquièmes de la population dans l'obligation d'accepter ainsi un secours de l'Etat !

Néanmoins, une application de cette idée a été tentée en Allemagne, où à un moment donné, on a institué une carte donnant droit à $\frac{1}{2}$ livre de viande à prix réduit par semaine. La perte subie de ce fait par l'Etat allemand a dépassé un demi-milliard de marks !

On a dit aussi que l'institution des prix maxima avait été sans utilité, attendu que sous un régime de libre concurrence, les revenus des particuliers, et plus spécialement les salaires, auraient subi la même ascension que les prix des marchandises.

Il y a une part de vérité dans cette affirmation ; néanmoins il convient de remarquer que ce parallélisme entre les revenus et les prix des marchandises ne se serait réalisé que dans certaines industries, et que les fonctionnaires, les employés, les rentiers, les ouvriers travaillant dans des industries de luxe, enfin tous les mobilisés auraient été dans l'impossibilité d'acheter les produits indispensables à leur subsistance.

En conséquence, pour éviter une pareille éventualité, l'Allemagne a adopté dès 1915 le système des prix maxima, renforcé par des mesures de contrainte destinées à tenir la bride aux producteurs, et des mesures de restriction édictées dans le but de protéger les moins favorisés. Finalement c'est cette dernière idée qui a fini par dominer la politique économique de l'Allemagne, et c'est ainsi que chaque année, elle a procédé à l'inventaire de ses ressources et à une répartition exacte de ses disponibilités entre les différents ayants-droit. De là l'importance fondamentale attribuée au *Wirtschaftsplan*, ou plan économique, qui détermine les cercles qui ont

en excédent telle ou telle denrée, et à l'inverse, ceux dont la production est déficitaire, et qui met les premiers dans l'obligation de livrer aux seconds les produits qui leur font défaut.

En période normale, la nécessité d'une semblable réglementation ne se faisait nullement sentir, les denrées étant en abondance sur le marché et l'étranger fournissant les produits que l'Allemagne ne possédait qu'en quantité insuffisante.

Tout se bornait à une question de prix, le seul problème qui se posait pour nos voisins étant de se ravitailler de la façon la plus avantageuse.

Mais la situation créée par la guerre a rendu nécessaire une extrême centralisation, car l'individu est incapable d'opérer une juste répartition des denrées disponibles, puisqu'il ne possède pas les éléments nécessaires pour connaître exactement leur montant.

D'où, nécessité de concentrer entre les mêmes mains les denrées de première nécessité pour lesquelles une juste répartition s'impose.

Une dernière considération vient militer en faveur du contrôle de la consommation : c'est une idée de bonne politique. En effet, le mécontentement ne provient pas le plus souvent de la non satisfaction d'un besoin ou d'un désir, mais bien de l'envie que l'on ressent à voir autrui profiter d'un avantage qui vous est refusé. A ce point de vue encore, l'Allemagne a été bien avisée en entrant résolument dans la voie des restrictions et en ne négligeant rien qui pût consolider en quelque sorte la paix sociale.

CHAPITRE III

L'organisation de la Zwangswirtschaft

La création des offices impériaux (*Preisstellen*) et des offices de ravitaillement (*Versorgungsamt* et *Kommunalverband*)

Nous avons vu les circonstances qui ont présidé à la naissance de ce régime de réglementation et de contrôle qui caractérise la *Zwangswirtschaft*. Nous avons vu que ce système ne dérivait pas d'une conception socialiste de la vie économique, mais qu'il fallait bien plutôt le considérer comme une application des théories qui gravitent autour de l'idée de *Sozialpolitik*, comme un adoucissement aux rigueurs de la libre concurrence, rendues plus dures encore par suite du blocus.

Si telle a été l'idée première des membres du *Kriegsernährungsamt*, (office du ravitaillement), recherchons si, par les entraves qu'ils ont apportées tant dans l'ordre de la production que dans l'ordre de la consommation, ils n'ont pas dépassé le but qu'ils se proposaient et inauguré un régime appelé à se prolonger bien au-delà de la durée des hostilités. En effet, les mesures édictées ont été insensiblement renforcées parce que leur observation était devenue moins stricte

au fur et à mesure que la guerre se prolongeait. Si bien qu'au moment de l'armistice, la situation alimentaire était tellement précaire, et la *Zwangswirtschaft* tellement impopulaire, qu'elles ont été une des causes, et non des moindres, de la Révolution.

Il n'est pas dans nos intentions de suivre pas à pas l'évolution de la *Zwangswirtschaft*. Cela nous entraînerait à des développements qui dépassent le cadre de cette étude. L'édifice de la *Zwangswirtschaft* n'a pas été construit d'une seule pièce, mais bien d'une infinité de matériaux qui se sont superposés les uns aux autres.. Gardons-nous de nous perdre dans le maquis inextricable des ordonnances, des règlements, des décrets, des lois, des arrêtés qui se succèdent sans interruption de 1915 à 1921, se modifiant les uns les autres, s'annulant réciproquement, fixant tous les jours de nouveaux tarifs, de nouvelles prohibitions.

Qu'il nous suffise de mettre en lumière comment la fixation de prix maxima a abouti en Allemagne à la suppression de toute liberté commerciale, et à la monopolisation des principales denrées alimentaires entre les mains de grandes sociétés dépendant directement de l'Etat.

Dès le mois de janvier 1915, les prix subirent une ascension telle qu'une réglementation apparut comme inévitable.

Le décret du 4 août 1914, avait fixé des prix maxima qui ne correspondaient plus à l'état du marché.

Le *Bundesrat* se vit dans la nécessité de promulguer un décret contre l'augmentation exagérée des prix.

Ce décret, promulgué le 23 juillet 1915, est connu sous le nom de *Preiswucherverordnung*. Il prévoyait la saisie des

marchandises vendues à un prix exagéré et frappait les contrevenants de très fortes amendes.

Une ordonnance postérieure vint édicter l'affichage obligatoire des prix.

La première application de l'idée de la création d'un office chargé de l'établissement et du contrôle des prix a été faite dans le grand duché de Bade, où fut institué à la date du 5 septembre 1915 un « *Landespreisamt* ».

C'est un décret du Bundesrat promulgué le 25 septembre 1915 qui institue les *Preisprüfungsstellen* dans les villes de plus de 10 000 habitants.

Au mois de septembre 1917, on en compte 643 en Prusse, 54 en Bavière, 107 en Saxe, 21 en Wurtemberg, 68 dans le Grand duché de Bade, et 116 en Alsace-Lorraine et dans les autres principautés du Reich.

De plus, à côté de ces offices, gravitent un ensemble de services de moindre importance, les *Landes-Provinz und Bezirkspreisprüfungsstellen*.

Il est créé à Berlin un Office central de contrôle des prix (*Reichsprüfungsstelle für Lebensmittelpreise*).

En principe, son activité est limitée aux seuls objets indispensables à l'existence humaine, tels que les aliments, les vêtements et les matières premières qui servent à leur confection, désignés dans les ordonnances sous le nom de : « *Gegenstände des täglichen Bedarfs* » (objets d'un besoin journalier).

Puis on y a compris les meubles et ustensiles d'usage courant, les matériaux de construction, les instruments de musique, etc., etc.

Ces offices de contrôle des prix se composent par moitié

de producteurs et de commerçants, et pour moitié, de spécialistes et de consommateurs.

A la tête de la *Reichsprüfungsstelle* se trouve un comité directeur (*Vorstand*) composé de 5 membres délégués par les ministres de l'Intérieur et du Commerce.

Un conseil d'administration (*Beirat*) est chargé de présenter des projets d'ordonnance et de suggérer des réformes. Il se compose de membres du *Bundesrat*, de représentants de diverses professions, entre autres du *Landswirtschaftsrat*, de l'association des paysans, de la chambre de commerce, du « *Zentralverband für Handel und Gewerbe*, et du *Kriegsausschuss für Konsumenteninteressen*.

En 1916, le conseil d'administration de la *Reichsprüfungsstelle* fut élargi sous la haute direction du président du *Kriegsernährungsamt* (office d'Empire de l'alimentation) fondé au mois de mai de la même année., à telle enseigne qu'à la date du 1^{er} septembre 1916, l'Office central de contrôle des prix fut entièrement absorbé par l'Office d'Empire de l'alimentation ; sa principale fonction consista à unifier les tarifs adoptés par les Offices locaux de fixation de prix.

Une ordonnance impériale du 24 mars 1917 a institué le même régime en Autriche.

A quoi faut-il attribuer l'échec de la tentative de contrôle des prix par des organes locaux étroitement dépendant du *Kommunalverband* ?

On désigne sous cette appellation une sorte de groupement économique des communes. Habituellement il existe un *Kommunal-Verband* par cercle, mais plusieurs cercles peuvent être groupés et former un K. V. unique.

Le K. V. n'a pas une composition rigide : elle est diffé-

rente suivant les cas et les circonstances. Mais il comprend en règle générale :

- 1) Une section administrative.
- 2) Une section commerciale.
- 3) Un certain nombre de conseillers qui devraient être des techniciens, mais sont plutôt choisis parmi les citoyens influents ou exerçant une fonction publique.

La première section comprend de 2 à 8 membres, fonctionnaires de la circonscription⁶; elle est chargée des relations avec les organes supérieurs, de l'établissement des recensements et des plans de livraisons.

La deuxième section qui comporte un nombre très variable de membres, est composée des commissionnaires et sous-commissionnaires de gros, des commissionnaires de détail, des garde-magasins, etc.

La section commerciale est divisée en sous-commissions, trois au minimum : viande, farine, pommes de terre.

Les autres denrées sont rattachées à l'une des sections dans les centres ruraux.

A la ville, le nombre des sous-sections est généralement plus grand. Leur rôle consiste à prendre livraison des denrées chez les producteurs, à faire les expéditions quand le cercle est exportateur, enfin à distribuer aux consommateurs les denrées composant la ration allemande.

L'arrêté du 25 septembre 1915 donne aux K. V. les pouvoirs les plus étendus : ils ont la faculté d'assumer la direction des usines qui fabriquent des produits alimentaires, de contrôler les contrats et les transactions commerciales, de réglementer la consommation, etc.

C'était une tâche beaucoup trop lourde pour les K. V.

Ils devaient sans cesse se tenir au courant des fluctuations du marché, connaître à fond la tenue des livres, les habitudes commerciales, la valeur des denrées et leurs différents procédés de conservation.

L'arrêté du 25 septembre 1915 se proposait précisément « d'instituer auprès des K. V. des offices locaux de contrôle des prix pour les assister dans la police des marchés, la surveillance des contrats commerciaux, le ravitaillement de la population, et enfin dans la détermination de prix « normaux » correspondant à la valeur de la matière première et du travail incorporé, en y ajoutant les frais de maintenance et de transport.

Ces offices locaux de contrôle des prix se sont successivement ralliés à trois critères pour la détermination des prix maxima.

- 1) Ce que les Allemands appellent les « *Gestehungskosten* » équivalant à peu près à nos « prix normaux ».
- 2) La moyenne des prix pratiqués sur le marché.
- 3) Enfin la notion canonique du « *justum pretium* », ou juste prix proportionné au pouvoir d'achat de la population et ne laissant au producteur qu'une équitable rémunération.

Quelle que soit la méthode appliquée par ces offices locaux de contrôle des prix, pour la détermination des prix maxima, ils furent impuissants à enrayer l'ascension fantastique des prix, qui fut la conséquence de la récolte déficitaire de 1915.

Une première ordonnance datée du 23 septembre 1915 permit aux autorités locales d'interdire à certaines personnes l'exercice du commerce des denrées alimentaires, après une condamnation pour spéculation illicite,

Le 24 juin 1916 une ordonnance connue sous le nom de *Kettenhandelsverordnung*, édicta les peines les plus sévères contre les intermédiaires inutiles et les « haussiers » achetant sans nécessité, dans l'unique but de spéculer.

Enfin, une ordonnance du 1^{er} août 1916 vint subordonner à une autorisation administrative préalable l'exercice du commerce des denrées alimentaires.

Signalons encore une ordonnance du 16 décembre 1915 sur les « annonces journaux » destinée à empêcher à certaines personnes de constituer des réserves et de les écouler ensuite à bon compte par ce moyen.

Partout furent institués des *Kriegswucherämter* et des *Wuchergerichte*, ayant pour unique mission de démasquer les spéculateurs et de les condamner.

En dépit de cette prodigieuse activité législative destinée à fortifier les offices locaux de contrôle des prix, leur action alla sans cesse en diminuant et bientôt ils n'existèrent plus que sur le papier.

Néanmoins leurs attributions de surveillance et de police leur restèrent jusqu'au bout. Ils conservèrent la faculté de vérifier les livres des commerçants et de contrôler la stricte observation des ordonnances (1) : ils restèrent toujours avec les K. V. le seul trait d'union entre les autorités locales et les représentants ces agriculteurs, des commerçants et des consommateurs.

De plus, leur rôle d'informateurs officiels du public subsista jusqu'à la fin de leur existence : ils eurent pour mission de publier tout ce qui pouvait être de nature à éclai-

(1) A Aditten, c'étaient les ménagères elles-mêmes qui faisaient le contrôle du marché en signalant à l'office les commerçants qui vendaient leurs marchandises à un prix supérieur au tarif légal.

rer le public sur les obligations qui lui incombait et leur consultation était obligatoire devant les tribunaux en cas de contestation.

Quoiqu'il en soit, le résultat inévitable de cette « politique de clocher » fut l'exode des denrées des provinces où les prix maxima étaient plus bas vers les cercles voisins où les agriculteurs étaient mieux récompensés de leurs peines.

De là, nécessité d'une entente entre provinces voisines, et acheminement progressif vers une *centralisation chaque jour renforcée*.

Nous avons vu comment l'Office central de contrôle des prix avait été lui-même absorbé par l'Office d'Empire de l'alimentation.

C'est ce très puissant organisme qui prit en mains l'organisation de la vie économique du Reich. Dès lors commence l'ère de la *Reichsbewirtschaftung*, autrement dit de la direction économique du Reich par l'administration centrale.

Après la révolution, l'Office d'Empire de l'alimentation fut remplacé par le « Conseil économique d'Empire (*Reichswirtschaftsrat*) comprenant 326 membres, dont 68 représentants de l'agriculture et de l'administration des forêts, 6 représentants de l'horticulture et de la pêche, 68 représentants de l'industrie, 44 représentants du commerce, des banques et du service des assurances, 34 représentants du trafic et des entreprises publiques, 36 représentants des corps de métier, 30 représentants des consommateurs, 16 représentants des fonctionnaires et des professions libérales, enfin 24 spécialistes des questions économiques.

A côté de l'office d'Empire de l'alimentation gravite toute une pléiade d'offices impériaux chargés de l'établissement

des prix, du recensement et du contrôle des denrées contingentes :

1) Le premier en date est l'Office des céréales (*Reichsfleischstelle* créé au mois de mars 1916.

2) Puis, par ordre d'importance, l'Office des pommes de terre (*Reichkartoffelstelle*), qui essaime dans tout l'Empire pour ses *Landeskartoffelstelle*).

3) L'Office de la viande (*Reichsfleischstelle*) assisté de nombreuses *Landesfleischstellen*.

4) l'Office du sucre.

5) l'Office des fruits et légumes.

6) l'Office des poissons.

7) l'Office des graisses.

8) l'Office des fourrages.

9) l'Office des œufs et des pâtes alimentaires.

A côté de ces offices impériaux, il existe un grand nombre d'autres services (*Zentralstellen*) dont l'existence a été établie par des ordonnances spéciales et dont les fonctions sont réglementées très exactement.

Ils se présentent sous la forme de sociétés commerciales ordinaires, mais font en réalité partie intégrante de l'autorité publique.

Ces sociétés seront chargées de la surveillance du marché intérieur et extérieur des denrées contingentées (sucre, céréales, grains et fourrages, viande, œufs, lait, beurre fromages, graisse, huile saindoux, margarine, savon, poissons frais et conservés, fruits et légumes, pommes de terre thé, cacao, chocolat, vin, spiritueux, tabac).

Elles réquisitionnent en bloc les denrées indigènes à un

prix qu'elles déterminent, et elles *monopolisent l'importation des denrées étrangères qui rentrent dans ces catégories.*

Une de leurs attributions principales consiste dans la répartition des vivres entre les différentes parties de la population et dans la détermination des « rations alimentaires » correspondant aux besoins de chacun (manœuvres, femmes, enfants, vieillards, etc.)

C'est pourquoi on les désigne généralement sous ce nom de : *Aufkaufs und Versorgungsstellen.*

On les qualifie parfois aussi de : *Lebensmittelversorgungsämter, Einkaufsgesellschaften, Kriegsgesellschaften, Kriegsausschüsse, etc., etc.* (services de ravitaillement, sociétés d'achats, sociétés de guerre, comités de guerre).

Citons parmi les plus importantes :

1) les *Viehhandelsverbände*, chargées du recensement et du contrôle du bétail.

2) la *Trockenkartoffel-Verwertungsgesellschaft.*

3) la *Weinhandelsgesellschaft.*

4) le *Reichsmonopolamt für Brantwein.*

5) la *Deutsche Tabakhandelsgesellschaft, etc., etc.*

CHAPITRE IV

Le fonctionnement de la Zwangswirtschaft

1^{re} SECTION

La réglementation des échanges sur le marché intérieur

Nous avons vu comment l'essai tenté en 1915 de confier à des collectivités locales (*Kommunal-Verband* et *Landespreisprüfungsstellen*) le soin d'assurer le ravitaillement de la population avait échoué et abouti insensiblement à une centralisation chaque jour plus accentuée; comment à l'idée de *Selbstwirtschaftung* avait succédé le principe de la *Reichsbewirtschaftung*, et comment les *Reichshöchstpreise* avaient succédé aux *Lokalen Höchstpreise*.

Tentons de pénétrer dans l'intimité de ces offices centraux, de mettre en lumière comment ils ont pu concentrer entre leurs mains le ravitaillement de la population des Allemandes, en s'appuyant bien entendu sur les collectivités locales, tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur.

La tâche fondamentale de l'Office d'Empire de l'alimentation consiste à rechercher les provinces dont la production est déficitaire et celles qui ont en excédent les denrées contingentes.

D'où la distinction fondamentale entre les *Überschussgebiete* et les « *Bedarfsgebiete* ».

Pour ne donner qu'un exemple, le cercle de Wiesbaden

devait recevoir 424.000 quintaux des cercles voisins de Langenschwalbach, Limburg, Weilburg et Westerburg.

A l'inverse, le K. V. de Mayence qui englobe les cercles de Mayence, Oppenheim, Alzey et Bingen devait exporter :
4.750 quintaux vers Essen.

1.750 quintaux vers Sarrebruck et Kreuznach.

Dans ce but, tous les ans, au printemps, les offices impériaux font procéder à l'estimation de la récolte future.

Des commissions différentes pour chaque produit parcourent le pays en dressant le tableau des ressources probables. Ces renseignements sont envoyés à l'Office Impérial, lequel se base sur ces chiffres pour établir le plan de répartition de la denrée pour l'ensemble de l'Allemagne. (*Wirtschaftsplan*).

Ce plan ne peut avoir une valeur absolue en raison de l'époque à laquelle il est établi. Il ne devient définitif qu'après évaluation de la récolte réelle.

Les Offices Impériaux sont chargés, en outre, d'établir, par catégorie de denrées contingentées, la documentation nécessaire et de préparer la rédaction des lois sur le ravitaillement de guerre. Ils doivent en surveiller l'application et éventuellement les modifier dans le sens qu'ils jugent convenable.

En un mot, ils sont à la fois des *agents de renseignement et des agents d'exécution*. En dehors de leur œuvre législative, il convient de signaler leur intervention dans le domaine des « *Ersatzmitteln* » ou produits de remplacement, appelés à jouer un rôle si considérable dans l'économie de guerre allemande. Ils furent chargés du soin de les

examiner, de déterminer leur valeur d'usage et de fixer leur prix de vente.

Leur action s'exerce dans chaque province sur un office provincial (*Berzirkszentalle*) ou régional (*Landesstelle*), subdivisé en autant de sections que le ministère de l'agriculture, des domaines et des forêts compte lui-même d'offices impériaux.

Enfin signalons que depuis l'armistice, il existe en Allemagne occupée un *Office central de Ravitaillement* qui a pour mission de centraliser les renseignements des offices provinciaux du territoire occupé et de leur communiquer les instructions du commandement français relatives au ravitaillement.

Les services impériaux et provinciaux disposent des moyens de contrainte les plus étendus. C'est de leur création (printemps 1916) que date véritablement la *Zwangswirtschaft*.

Ils ont pour mission de centraliser entre leurs mains toute la récolte d'une année afin de pouvoir l'évaluer très exactement pour la répartir ensuite au prorata des besoins de chacun, de fixer d'autorité un prix déterminé auquel le paysan devra leur céder les produits de son champ.

C'est cette obligation dans laquelle se trouve le paysan de céder ses récoltes à un prix qu'il n'est pas admis à discuter qui est désignée dans les ordonnances tantôt par le terme de *Lieferungszwang* (obligation de livrer), tantôt par celui de *Absatzzwang* (obligation de vendre).

Parfois aussi au lieu d'imposer un prix de vente déterminé, le K. V. ou l'Office provincial s'abouche directement avec les producteurs et fixe un prix contractuel (*Vertragspreis*). Dans ce cas, les contestations qui peuvent s'élever relative-

ment à l'application des tarifs sont portés devant un tribunal arbitral (*Schiedsgericht*).

Coyons comment les choses se passent au mois de novembre 1919 en ce qui concerne la denrée qui constitue la base de l'alimentation allemande : la pomme de terre.

Il est vrai qu'à cette date, du moins en territoire occupé, l'Intendance de l'Armée Française réquisitionna 5.000 tonnes de pommes de terre pour la nourriture des troupes. Mais la contribution levée par l'Armée n'atteignait pas la centième partie des quantités récoltées, et la quantité demandée pour chaque soldat pour une année (55 kilos) ne correspondait qu'au quart de la ration prévue par le ravitaillement allemand par tête d'habitant.

(De plus, il convient de remarquer que la présence sur les bords du Rhin de l'Armée d'occupation constitue pour les pays occupés une aide bien plus qu'une charge, car sans parler du ravitaillement *Hoover* (Américain), l'Intendance française cède régulièrement à l'Office du ravitaillement allemand des stocks importants de farine, légumes secs, lait condensé, etc.).

Quoiqu'il en soit la récolte de 1919 fut déficitaire par rapport à celle de l'année précédente. L'exportation clandestine vers les cercles importateurs et les achats illicites (*Schleichhandel*) prirent un développement considérable.

Le prix de 8 marks par *Zentner* (50 kilos) fixé par l'Office impérial de Berlin fut considéré par les producteurs comme insuffisant à couvrir les dépenses.

Les paysans se refusèrent énergiquement à livrer leur récolte au K. V. au prix légal : la plupart conservèrent leur récolte dans leurs caves et dans leurs greniers, dans l'espoir de l'écouler à des prix plus rémunérateurs. Des offres

très tentantes leur étaient faites d'ailleurs soit par les habitants des villes, soit par des commerçants opérant au profit de l'Alsace-Lorraine, de la France et des pays neutres. On cite des cas dans lesquels les paysans préférèrent laisser pourrir leurs pommes de terre dans la terre, plutôt que d'avoir la peine de les récolter, sans en tirer profit. Il en est résulté que les approvisionnements des consommateurs pour l'hiver ne purent être rentrés, et que, dans certains centres ouvriers, il ne fut rien moins question que d'expéditions dans les campagnes pour ramasser de force les pommes de terre.

Pour inciter les paysans à livrer leur récolte, on imagina de leur donner des *primes de livraison rapide*, allant jusqu'à 2 marks par *Zentner*.

D'autre part, on leur permit de conserver pour leur consommation personnelle une partie de leur récolte.

En dépit de ces mesures tardives, le ravitaillement de la population fut très irrégulier : les offices centraux (*Versorgungsämter*) majorèrent de leur propre initiative le prix fixé par l'Office impérial, mais les habitants ne purent prendre livraison au K. V. que d'une partie des pommes de terre auxquelles leur donnait droit les bons établis par le Kreisamt. En effet, le service du ravitaillement du Kreisamt s'occupe uniquement de la répartition des bons de vivres et se désintéresse de la distribution des denrées allouées par ces bons.

Pour activer la livraison des denrées contingentées aux K. V., on décida de donner au système des primes une plus grande extension.

Un article paru dans la *Frankfurter Zeitung* du 16-1-20 donne à ce sujet des précisions intéressantes :

« Les primes pour les céréales montent jusqu'à 300 marks

« la tonne, pour les pommes de terre, jusqu'à 100 marks la
« tonne, et pour le sucre, jusqu'à 500 marks. Les primes
« sont calculées suivant un taux progressif à partir de 70
« p. cent de la livraison à effectuer obligatoirement par l'a-
« griculture.

« Un exemple fera mieux saisir cette combinaison : si la
« quantité de blé à livrer par un agriculteur est de 1.000
« quintaux, pour la livraison de 700 quintaux, il recevra
« $700 \times 2 = 1.400$ marks, pour la livraison de 800 quintaux
« $800 \times 4 = 3.200$ marks, pour 900 quintaux 900×6
« $= 5.400$ marks et pour 1.000 quintaux $1.000 \times 8 = 8.000$
« marks.....

« La prime pour le sucre a pour but d'empêcher le paysan
« de donner des betteraves à ses bêtes. Les betteraves qui
« n'ont valu jusqu'ici que 4 marks le quintal vont rapporter
« 14¹/₂ marks aux agriculteurs.

« L'augmentation de 25 marks par quintal pour le sucre
« de consommation, en portant le quintal à 78 marks va
« rapporter de 125 à 135 millions aux producteurs. »

Comment se termine le cycle des opérations qui aboutis-
sent à la concentration des quantités de vivres disponibles
entre les mains du K. V. ?

En un mot, quels sont les intermédiaires entre le K. V. et
le consommateur ?

Ce sont : 1) les *communes*.

2) les *magasins de vente* (*Versorgunsämter*).

Les communes reçoivent du K. V. la part qui leur revient
et la répartissent entre les magasins de vente désignés et con-
nus du public. Les magasins de vente sont divisés en autant
de sections que les offices provinciaux, et fixent en dernier

ressort les quantités qui doivent être attribuées à chacun des ayants-droit.

Les pommes de terre récoltées sur le territoire dépendant du bureau du ravitaillement doivent être livrées au K. V. dans la proportion de $\frac{4}{5}$. (En effet, le producteur est en droit d'en conserver 5 quintaux pour sa consommation personnelle et 40 quintaux par hectare cultivé pour les vendre.)

Cela n'implique pas que toutes les pommes de terre qui doivent être livrées soient acheminées par voie de fer vers des entrepôts préalablement désignés par le K. V. ; en effet, ce sont les consommateurs eux-mêmes qui viennent chercher chez le producteur, grâce à des bons de livraison spéciaux la portion la plus notable de la récolte (la ration était par tête d'habitants de 4 livres par semaine).

D'où la distinction entre les *selbstversorger* capables de pourvoir eux-mêmes à leur approvisionnement et les *versorgungsberechtigten* qui doivent être pourvus de cartes.

De même, en ce qui concerne le lait, le *Versorgungsamt* fixe les quantités que les producteurs doivent livrer au K. V. et celles qu'ils sont autorisés à garder pour leur consommation personnelle et pour la fabrication du beurre et du fromage.

Même chose pour la viande de boucherie : les fermiers doivent demander l'autorisation au K. V. chaque fois qu'ils désirent abattre un animal. Les autorités locales devront, pour éviter tout gaspillage, indiquer au fermier où il devra déposer les quantités de viande en excédent sur celles auxquelles lui donne droit sa carte de famille.

Le K. V. exercera une surveillance étroite pour découvrir les abattages clandestins. Il désignera à cet effet des inspec-

teurs spéciaux chargés de se renseigner avec précision sur l'état du cheptel.

L'office des céréales a pour mission de surveiller la répartition des récoltes entre les différents districts. Mais là encore le K. V. joue un rôle prépondérant. C'est lui qui établit les listes des propriétaires ; il fournit l'état de la population à ravitailler. Enfin il répartit entre les différents intéressés les machines agricoles et les hangars dont il dispose.

Il devra emmagasiner la quantité de grains nécessaires aux prochaines semences.

De plus, il pourra avoir recours aux forces de police pour contrôler la provenance des stocks existant chez les minotiers et vérifier à tout moment leur comptabilité. Si le fermier a monté une maison de commerce dans le but d'écouler la partie de sa récolte qu'il aurait dû livrer au K.V., ce dernier peut ordonner la fermeture de l'établissement. De plus, tout cultivateur qui se dérobe à l'obligation de livrer sa récolte, peut se voir retirer le privilège de conserver les quantités nécessaires à sa consommation au cours de l'année courante.

On voit par ces quelques exemples à quel point l'administration pénètre dans la vie économique du pays.

Considérons à présent comment se traduisait cette réglementation outrancière sur le marché extérieur.

II^e SECTION

La réglementation des échanges sur le marché extérieur

Nous avons dit un mot de la réglementation qui s'applique à l'importation des denrées contingentes, et de l'orga-

nisation des « *Zentralstellen* ». Elles monopolisent l'importation des denrées étrangères.

C'est donc à ces sociétés qu'il y a lieu d'adresser les demandes de licences d'importation. En effet, la licence délivrée par ces sociétés, libère de la réquisition ; autrement dit, les commerçants qui ont introduit une certaine marchandise contingentée par licences d'importation délivrées par la « *Zentralstelle* » sont libres d'en disposer ultérieurement à leur gré.

Le but d'une telle réglementation a été évidemment d'uniformiser dans toute l'Allemagne le ravitaillement et d'empêcher que certaines régions plus particulièrement agricoles, soient avantagées par rapport aux régions industrielles ou aux villes.

Pour l'application dans les territoires occupés de certaines lois réglementant ainsi la production et la circulation des denrées, des difficultés sérieuses se sont rencontrées.

Il en a été ainsi en particulier pour la loi du 10 octobre 1916 sur le tabac qui livre aux mains de 2 sociétés (*Tabak Handelsgesellschaft*) l'une à Brême, et l'autre à Mannheim, le monopole des tabacs indigènes et des tabacs étrangers importés

Pendant la période libre de l'armistice de nombreuses petites fabriques de tabac s'étaient, en effet, créées dans les Pays Rhénans, en particulier, dans le Palatinat, gros pays producteur, et l'application brutale de la loi précitée qui prescrivait la fermeture de toutes ces usines et la réquisition par la société de Brême du tabac brut produit a suscité de nombreuses réclamations et des plaintes de la part des petits industriels et cultivateurs intéressés.

En présence de cette situation la Haute Commission Inter-

alliée a invité le *Reichskommissar* pour les territoires occupés à prendre des mesures tendant à indemniser les plaignants et à réparer les préjudices causés.

Une autre mention spéciale doit être réservée à la législation de l'alcool. La société (*Brantweinstelle*) qui avait été instituée le 22 avril 1916 par une ordonnance spéciale, a été dotée ultérieurement en 1917 d'un véritable monopole.

Elle était seule qualifiée pour opérer l'acquisition de tout alcool industriel ou même alimentaire, à l'exception du rhum, du cognac et des eaux-de-vie de fruits.

Cette réglementation ne s'applique pas au cas où il s'agit de l'importation de produits non contingentés. — Les licences d'importation sont délivrées par les « bureaux de commerce extérieur » (*Aussenhandelsstellen*).

Les directives générales données aux bureaux du Commerce Extérieur sont de n'accorder de licences autant que possible que pour des matières premières ou des produits fabriqués de première nécessité. Les produits de luxe sont prohibés en vue de restreindre l'évasion du capital allemand vers l'étranger.

Fréquemment il arrive que des licences soient refusées par un bureau du Commerce extérieur avec le motif que le marché intérieur est largement suffisant pour satisfaire aux besoins de l'Etat Allemand.

On voit à quel arbitraire aboutit là encore la réglementation du commerce extérieur et le fait que les bureaux du commerce extérieur et les *Zentralstellen* ont reçu des pouvoirs pour ainsi dire illimités rend la surveillance et la répression des excès auxquels ils pourraient se livrer pratiquement impossibles pour le ministère économique de Berlin.

Dans le but de combler la « trouée de l'Ouest » par laquelle

les marchandises étrangères pénétraient sur le marché allemand, une ordonnance du 22 mars 1920 vint aggraver encore ce régime en rendant obligatoire la déclaration de toutes les marchandises importées sans licence et entreposées chez les commerçants allemands.

De même, en ce qui concerne les exportations, la loi sur le contrôle du commerce extérieur (20 décembre 1915) soumet l'exportation de presque tous les produits allemands à l'obtention préalable d'une licence, qui n'est délivrée qu'à la condition que les prix du marché intérieur soient majorés dans des proportions considérables pour l'exportation (c'est ainsi qu'une partition d'opéra par exemple se vendra avec une majoration de 50 % si les paroles sont françaises, car elle est destinée à l'exportation).

Une loi antérieure au 27 novembre 1919 a prohibé l'exportation de certains produits déclarés indispensables à la vie (*lebenswichtig*) dans lesquels rentrent les objets les plus divers (bois, papier, locomotives, matériel de chemin de fer, produits alimentaires, etc.). En cas de contravention, la marchandise est immédiatement saisie au profit du Reich.

Les bureaux de contrôle du commerce extérieur sont dirigés par un comité réunissant les industriels les plus en vue, chargé de fixer un prix au-dessous duquel l'exportation ne peut avoir lieu. Ils contrôlent les prix de vente et délivrent les licences à la condition que les dits prix atteignent au moins le minimum fixé par eux. -

En outre, ils sont juges de la nécessité de diminuer ou d'augmenter à un moment donné les quantités de marchandises exportées d'Allemagne suivant la situation du marché intérieur

Cette organisation devait remplir le double but suivant:

a) Empêcher l'épuisement des stocks allemands, épuisement que menaçaient de réaliser les trop nombreux achats opérés par l'étranger.

b) Lutter contre la baisse du mark en fixant des prix à l'exportation, variables avec le cours du mark dans les différents pays, et en les évaluant souvent en devises étrangères.

Le résultat d'une semblable politique ne tarda pas à se manifester sur le marché intérieur :

Les bénéfices exagérés que la majoration des prix à l'exportation par rapport aux prix intérieurs procurait aux industriels allemands ont amené nécessairement une augmentation du prix de la main d'œuvre et à son tour le coût de la vie a augmenté en Allemagne en même temps que les salaires.

En conséquence, les prix à l'exportation sont devenus absolument prohibitifs, surtout depuis que le cours du mark est remonté (avril 1920).

Les exemples sont nombreux actuellement de commandes de produits allemands annulées par les acheteurs étrangers parce que leurs prix dépassent dans une proportion considérable les prix du marché mondial.

CHAPITRE V

Les résultats de la Zwangswirtschaft

Nous avons vu quelle a été la répercussion sur le marché intérieur, de la réglementation du commerce extérieur par les *Zentralstellen* et les Offices du commerce extérieur.

Considérons les résultats de ce régime d'*économie forcée*, ou plutôt d'*économie contrôlée* sur le marché intérieur de l'Allemagne.

De ce qui a été dit plus haut, il résulte que l'administration du ravitaillement est l'un des organismes allemands les plus centralisés :

1) Tous les renseignements relatifs à la production des diverses denrées alimentaires sont recueillis à l'Office impérial d'approvisionnement à Berlin, subdivisé en Offices impériaux pour chaque catégorie de denrées. Cet organe central pose les règles générales de l'alimentation de toutes les provinces, fixe le taux de rationnement, et répartit les vivres entre les différents districts.

2) Au dessous de cet Office central fonctionnent des organismes régionaux dont le type n'est d'ailleurs pas uniforme, leur hiérarchie se calquant plus ou moins sur les divisions administratives complexes et multiformes des divers Etats confédérés.

Ils exécutent les ordres de répartition de l'Office Impérial et effectuent eux-mêmes dans leurs ressorts les répartitions nécessaires.

3) Le troisième degré de la hiérarchie est constitué par le Kommunal-Berband, qui n'est autre chose qu'un groupement économique des communes.

Le K. V. est en contact avec les populations. Il achète aux producteurs le surplus de leur consommation, et le revend soit aux communes pour les consommateurs, soit à l'Office régional dont il dépend, pour les quantités dont cet Office lui a imposé l'exportation.

A l'inverse, il reçoit contre paiement les denrées importées dans son ressort, suivant les ordres de l'Office régional et en fixe la répartition entre les communes auxquelles il revend ces denrées.

On peut donc définir la *zwangswirtschaft* : l'ensemble des obligations imposées aux producteurs par « l'Office du ravitaillement » de Berlin pour pourvoir à l'approvisionnement de la population, conformément à un plan général préconçu. Le paysan ne pourra plus vendre à son gré les produits de sa ferme, il devra en céder la plus grosse partie à l'Etat pour un prix déterminé et qu'il n'est pas libre de débattre.

S'il oppose quelque résistance, l'Etat pourra réquisitionner les produits de son champ et, au cas où il dissimulerait une partie de sa récolte, il sera frappé de très fortes amendes.

Il est indéniable que la réglementation des échanges était pour l'Allemagne une nécessité en raison de la crise alimentaire résultant du blocus, de la rareté de la main-d'œuvre, et de la pénurie des matières premières.

Elle a permis une juste répartition des denrées disponibles entre les différentes provinces de l'Empire et une exacte peréquation entre les ayants-droit qui sans elle eussent été très diversement ravitaillés.

Mais à côté de ces avantages indiscutables, elle a entraîné à sa suite un cortège de maux, dont les plus néfastes semblent être la complexité administrative, et le mauvais fonctionnement de cette multitude d'organismes auxquels elle a donné le jour.

Il ne semble pas que cette expérience soit concluante et qu'il faille retenir quoi que ce soit de cette gigantesque tentative en période normale.

L'âme du commerce, nous le répétons, c'est la concurrence et sans elle, il n'est pas de bonne gestion économique possible. Il n'en reste pas moins vrai que l'Etat reste dans son rôle en intervenant dans des circonstances exceptionnelles pour en atténuer les effets, qui pourraient favoriser une catégorie d'individus au détriment de la collectivité.

Quoiqu'il en soit, il est certain que toute tentative de réglementation par l'Etat de la production ou de la consommation, entraîne avec elle pour être efficace tout un faisceau de mesures coercitives, de nature à contrarier les intérêts des producteurs et en même temps à porter atteinte à la liberté d'achat des consommateurs. Ce qui caractérise ce régime, c'est avant tout *l'arbitraire et l'incohérence*.

Nous avons montré suprà la complexité de la Kriegswirtschaft qui aboutit en définitive à annihiler la liberté de l'agriculteur pour en faire le pourvoyeur obligé de la collectivité. Il a peine à se débattre sous la multiplicité des obligations qui lui incombent et il est à la merci des « fonc-

tionnaires alimentaires » qui pullulent dans tout l'Empire et viennent à chaque instant lui demander des comptes.

Non seulement on l'oblige à fournir une certaine quantité de produits à un prix qu'il n'est pas libre de débattre, mais on le rationne, sa famille et lui. C'est ainsi par exemple qu'en 1920, un agriculteur dépendant du K. V. de Mayence n'avait droit qu'à 9 kilos de seigle ou de froment par mois et à 2 kilos d'orge ou d'avoine.

Pour la nourriture du bétail, il ne devait employer que de l'avoine à raison de 3 livres par jour et par tête. Et encore cette précieuse denrée était-elle réservée aux chevaux et aux vaches de labour à l'époque de la récolte et du labour d'automne et du printemps.

De même on spécifiait que l'orge ne serait donnée qu'aux truies. L'usage du seigle et du froment était absolument interdit.

On fixait également la quantité d'engrais et la quantité de grains que l'agriculteur pouvait avoir pour fumer et pour ensemer son champ. (Elles s'élevaient, pour les grains, selon les différentes sortes de céréales, de 175 à 225 kilos par hectare.)

L'agriculteur recevait pour ses produits des prix fixés d'avance par les Offices de contrôle des prix, et basés non sur l'état de la récolte, mais suivant les besoins de la population.

C'est ainsi qu'ils s'élevaient alors à 335 marks pour la farine de froment, 315 marks pour le seigle et 300 pour l'orge et pour l'avoine. Ces prix n'étaient payés à l'agriculteur qu'une fois rendus dans les greniers du K. V., tous les frais de manutention et de transport devant rester à sa charge.

Dans ce système, la prise de possession des céréales se fait par un certain nombre de grands marchands de blé

qui ont passé des contrats avec l'association communale.

Ils reçoivent une commission de 0 m. 20 pfennigs par quintal, ce qui a pour effet d'augmenter le prix de revient des céréales.

C'est l'organisme commercial (*Geschäftsstelle*) du K. V. qui décide des questions relatives à l'emmagasinage et à la conservation des denrées ainsi obtenues.

La *Verwaltungsstelle* (service administratif) étant chargée uniquement d'exécuter les décisions du *Verbands-Ausschuss* (Comité de l'Association).

Puis le K. V. passe des « contrats de moûture » avec les moulins, contrats essentiellement unilatéraux dont les minotiers ne sont pas admis à discuter les clauses.

Enfin le consommateur reçoit une quantité de farine déterminée (240 gr. par jour) ce qui représente en 14 jours une quantité de pain de 4 500 gr.

Par conséquent, les *Versorgungsberechtigten* (autrement dit la population ravitaillée) reçoivent tous les 14 jours une carte de 4 500 grammes des *Brotkommissionen*.

(On entend par là des bureaux attachés aux mairies et qui sont chargés de la distribution des vivres).

Les cartes de pain doivent être remises aux boulangers (pas n'importe quel boulanger, mais bien celui qui aura été choisi une fois pour toutes par le client) qui les présentent aux autorités communales, et celles-ci leur en donnent quittance.

Le boulanger présentera ces quittances à un troisième ressort de l'association communale, au bureau pour la délivrance de la farine (*Mehlverteilungsstelle*). Cet office ouvre un compte-courant à chaque boulanger, établissant les quantités de farine auxquelles il a droit en vertu des quittan-

ces présentées. Il leur délivre les bons de livraison correspondants, et le boulanger pourra alors grâce à ces bons, recevoir la quantité de farine qui lui est nécessaire pour satisfaire sa clientèle.

Ces bons sont établis au nom d'un commerçant en gros dépendant de l'association communale qui prendra livraison de la farine dans un moulin « syndiqué » (si je puis m'exprimer ainsi) et la fera parvenir au boulanger, à ses risques et périls.

Ce nouvel intermédiaire prélèvera encore 1 mark 75 par quintal.

Le pain devra être vendu au prix légal (0 m. 95 les 2 kg.). En dehors du pain courant, la fabrication des gâteaux et des biscuits est interdite, sauf toutefois à l'usage des malades et des enfants en bas âge.

Enfin on prévoit que les manœuvres (*Schwerarbeiter*) auront droit à une ration supplémentaire (750 gr. par quinzaine) qui leur sera délivrée sur le vu de bons spéciaux.

Cela fournit encore à l'esprit inventif des Allemands l'occasion de créer deux services supplémentaires : un *bureau d'examen médical*, et un *bureau d'examen des ouvriers chargés de travaux de force*.

Vous croyez peut-être que nous sommes au bout du compte? — Détrompez-vous : force nous est de mentionner les *Reichsreisebrotkarten* (sorte de bons de pain à l'usage des voyageurs).

Enfin, il nous faut dire un mot de la manière dont s'exerce la surveillance dont l'agriculture est l'objet. — Il existe auprès de chaque association communale un service spécial dit : *Bureau des cartes d'économie rurale*, et qui est

chargé de tenir à jour une manière de cadastre pour chaque exploitation.

Sur chaque carte d'économie rurale figurent les indications suivantes :

1) l'étendue du terrain cultivé au cours de l'année antérieure.

2) l'évaluation de la récolte.

3) la quantité à laquelle a droit l'agriculteur pour lui et pour sa famille, pour la nourriture de ses bêtes et l'ensemencement de son champ.

enfin 4) la quantité à fournir par lui à l'association communale.

Afin qu'un agriculteur ne puisse employer des quantités de céréales supérieures à celles qui lui sont attribuées, les minotiers reçoivent défense de prendre livraison de celles qui ne figurent pas sur la carte de mouture qui doit leur être présentée. En outre, une surveillance spéciale est exercée sur les moulins afin de vérifier s'ils ne se rendent coupables d'aucune fraude.

En cas de contravention, les moulins peuvent être fermés et l'agriculteur se verra retirer le droit de conserver pour les siens une plus grande quantité de denrées que celles qui sont attribuées aux autres catégories de la population.

On se rend compte, par ce court exposé, de la complexité du système de l'économie forcée, et des inconvénients qui en résultaient pour l'agriculteur autonome.

Aussi les doléances des paysans se firent-elles de plus en plus nombreuses jusqu'au moment où le régime devint tellement impopulaire qu'on fut obligé de le supprimer. Les fonctionnaires de l'association communale se virent en

butte à la risée publique et la verve des chansonniers se donna libre cours pour le plus grand dam de leur réputation déjà si fortement ébranlée.

Nous avons sous les yeux une curieuse proclamation du Syndicat des brasseurs protestant contre les conséquences de la politique du gouvernement, et qui est bien de nature à faire toucher du doigt les répercussions insoupçonnées d'une intervention extérieure dans le domaine des choses économiques.

En voici la teneur :

« Ce n'est pas 52.000 quintaux d'orge, comme l'affirmait
« ces jours derniers une feuille abstentionniste, mais bien
« 26.300 quintaux seulement que le Syndicat des brasseurs
« a reçus du *Reichswirtschaftsministerium* pendant l'an-
« née qui vient de s'écouler. Cela ne représente pas même
« 80% de la consommation du temps de paix. Si on con-
« vertissait cette quantité en farine de gruau, on aboutirait
« à un résultat de 3 livres par tête et par an environ, soit
« 25 grammes par semaine, le poids d'une petite pomme de
« terre !

« Autrement dit :

« Pour 2 ou 3 cuillerées de potage de gruau par semaine,
« il faudrait, au dire des abstentionnistes :

« 1) Qu'il n'y ait plus en Allemagne un seul verre de
« bière ;

« 2) Que nos enfants reçoivent moins de lait ;

« 3) Que des centaines de milles d'ouvriers soient réduits
« au chômage.

« Or, les abstentionnistes savent parfaitement bien que

« l'orge ne perd dans la bière que 30% de sa valeur nutritive.

« De plus, les sous-produits de la bière (marc, malt, levure) constituent des denrées fourragères de premier ordre, particulièrement précieuses en ces temps d'extrême pénurie.

« Les abstentionnistes oublient volontiers que la production du lait augmentera de ce fait d'une manière très importante.

« Cette année, grâce à l'appoint des sous-produits résultant des 26.300 quintaux d'orge livrés aux brasseries, la production du lait a augmenté de 25.000.000 de litres.

« Ce sont ces 25.000.000 de litres de lait que nos enfants recevront en moins le jour où la fermeture des brasseries sera décidée.

« Les abstentionnistes semblent ignorer que l'industrie de la brasserie est aussi utile à la collectivité que les autres. Dans l'intérêt sacré de la patrie, qu'ils ne touchent pas aux brasseries allemandes ! »

On voit les conséquences qui seraient résultées de la fermeture des brasseries si on avait décidé de leur interdire d'acheter de l'orge aux paysans. Pour un profit insignifiant, on risquait de compromettre le ravitaillement en lait de la population et de supprimer le gagne-pain d'innombrables travailleurs.

Une ordonnance du chancelier de l'Empire, en date du 31 mars 1915, vint organiser la « culture forcée ».

Voici le texte de cette ordonnance :

Le Conseil fédéral, conformément au paragraphe 3 de la

loi sur les pouvoirs du Conseil fédéral en matière de mesures d'ordre économique, en date du 4 août 1914, a décrété ce qui suit :

Article premier

Les autorités administratives inférieures ont le pouvoir, après réception d'ordres plus précis de l'autorité centrale du pays, d'exiger de la part des usagers de domaines et de biens-fonds mis en culture, dans un court délai, une déclaration sur le point de savoir s'ils veulent cultiver toutes leurs superficies arables ou quelles sont les parties de ces dernières qui ne doivent pas être cultivées.

La possibilité de la culture envisagée doit être démontrée, si on y est requis. Pareille réquisition peut résulter de la publication d'un arrêté.

Article 2

Au cas où l'usager n'entreprend pas la culture ou ne prouve pas que la culture est possible, ou encore laisse la réquisition sans réponse, l'autorité administrative inférieure a le pouvoir de retirer à l'ayant-droit l'usage total ou partiel du bien-fonds et de ses accessoires et de le transférer à l'association communale.

Article 3

L'association communale doit, pour la mise en valeur du bien-fonds, se conformer aux règles d'une exploitation régulière dans la mesure du possible, étant donnée la situation particulière résultant de la guerre. L'autorité administrative

inférieure détermine, au moment du transfert, si l'association communale doit verser une indemnité à l'usager. Ni le propriétaire, ni les autres ayants-droits n'ont à intervenir au sujet de la destination donnée au bien par l'association communale.

Article 4

L'autorité administrative inférieure peut, pour des raisons d'équité, ordonner la restitution des biens-fonds à l'ayant-droit à une époque antérieure à celle qui avait été fixée tout d'abord.

Article 5

L'autorité administrative inférieure est chargée de trancher tout différend qui pourra surgir entre le Kommunalverband et le propriétaire dépossédé.

Article 6

Les autorités administratives supérieures statuent en appel, sur les plaintes formulées contre les décisions des autorités administratives inférieures.

Article 7

Il sera dressé une liste des bien-fonds dont l'usage aura été retiré aus usagers et transféré à l'association communale.

Toutes ces mesures draconiennes furent-elles au moins de quelque effet et peut-on dire qu'elles aient abouti à faire diminuer les prix d'une manière notable?

Il n'en est rien et, pour nous en convaincre, il nous suffira d'examiner rapidement les prix comparatifs des principales denrées alimentaires.

I) Céréales

Un article paru dans le *Mainzer Auzeiger*, du 19 mars 1920, donne une idée exacte de la situation alimentaire de l'Allemagne à cette date, en ce qui concerne le pain :

« Au taux actuel du change, une tonne de farine américaine revient à 15.000 marks. Depuis l'armistice, l'Allemagne a payé entre 8 et 10 milliards de marks pour le blé importé. Il est évident qu'avec un change aussi défavorable, il faut renoncer à poursuivre les importations. L'Allemagne est maintenant dans l'obligation de se suffire à elle-même. L'augmentation du prix du pain annoncée depuis quelque temps est un fait accompli.

« A Berlin, le pain de 1.500 grammes vaut maintenant 2 marks 56.

« En temps de paix, l'achat du pain au poids était inconnu en Allemagne. On demandait seulement un pain de 0 m. 50 pfennigs, et, pour ce prix, on recevait environ 3 livres $\frac{1}{2}$ de pain.

« Pendant la guerre, le prix du pain monta sans interruption, mais n'approcha jamais, même de loin, du prix actuel.

« Avant le 1^{er} avril 1919, le pain de 2.350 grammes valait 1 m. 35. Au 5 janvier 1920, il valait 1 m. 88 et, enfin, 2 m. 76 le 10 février. Aujourd'hui, il vaut 3 m. 16 ! »

A côté de la crise de quantité, il faut signaler aussi que la

mauvaise qualité du pain soulevait de nombreuses protestations

II) *Lait*

En ce qui concerne le lait, en dépit des « livraisons forcées », la situation alimentaire n'était pas meilleure : A la date du 10 janvier 1919, les propriétaires de vaches laitières recevaient $\frac{3}{4}$ de litre de lait par personne et par jour dans la province de Hesse.¹ De plus, $\frac{1}{2}$ litre par jour pour la fabrication du beurre et du fromage. Le reste de la production devait être livré à la consommation générale.

Au cas où les paysans se refusaient à livrer leur excédent de lait à la « laiterie forcée », on les frappait d'une amende de 60 marks par jour. S'ils s'obstinaient dans leur attitude, les agents de la force publique pénétraient dans leur ferme et faisaient main basse sur les meubles et sur l'argent. C'est ainsi qu'il y eut souvent des collisions sanglantes, qui n'étaient pas de nature à calmer les esprits.

Le consommateur ordinaire se voyait attribuer un quart de litre de lait tous les quatre jours, mais, le plus souvent, il ne parvenait pas à en toucher le montant.

La ration de graisse était, à la même date, de 100 grammes par semaine pour les producteurs et de 70 grammes pour les non-producteurs, les œufs étaient rationnés à raison de un par tête et par quinzaine, les pommes de terre de une livre par personne ; quant à la viande, les producteurs recevaient 400 grammes par tête et par semaine, les non-producteurs 200 grammes.

De plus, il devait être alloué par personne et par mois

1.200 grammes de pâtes et de marmelade, mais, en fait, les habitants recevaient à peine le tiers de cette ration.

Le riz, le cacao, le thé et le café manquaient totalement.

La ration de sucre était de 750 grammes par personne et par mois, mais le ravitaillement était très irrégulier.

Seuls, les légumes et les fruits n'étaient pas rationnés.

Quant au prix du vin, il était passé de 800 marks la^epièce (de 1.200 litres) en 1914, à 25.000 marks en avril 1920.

CHAPITRE VI

L'abolition de la Zwangswirtschaft. Ses conséquences.

L'Allemagne avait réussi, pendant la guerre, grâce surtout au blocus qui supprimait les échanges, à *maintenir artificiellement des prix très bas pour des rations très réduites*.

Après l'armistice, le marché allemand fut envahi de produits alimentaires achetés très chers aux Américains, aux Anglais et aux Français.

L'Allemand, qui avait supporté par patriotisme les restrictions les plus sévères, se précipita avec frénésie sur les produits dont il avait été privé si longtemps et acheta à n'importe quel prix les denrées coloniales (chocolat, cacao, riz, oranges, café, etc.), les tissus, les parfums, les savons qu'on lui offrait de tous côtés.

Un vent de démence souffla sur les Allemands et la balance commerciale allemande devint de plus en plus défavorable. De plus, les commerçants étrangers opérèrent une véritable razzia de produits manufacturés qu'ils trouvaient à bon compte en Allemagne (machines-outils, instruments de précision, d'optique, etc.).

Il arriva un moment où l'Allemagne, ayant épuisé ses stocks, ne posséda plus d'instrument d'échanges et la valeur

du mark descendit rapidement (à 0 fr. 12 au mois de mars 1920).

Il s'ensuivit un renchérissement général du prix de la vie et les tarifs officiels ne correspondirent bientôt plus à la réalité.

Le producteur refusa de s'y soumettre et toute la machine, qui ne reposait que sur la bonne volonté, se faussa. Les prix maxima ne furent bientôt plus que « des chiffres irréels sur des papiers administratifs ». Le régime de la « *zwaugswirtschaft* » avait fait son temps. L'Allemagne passa sans transition du régime de l'économie contrôlée à la liberté complète des transactions, et elle connut aussi la « vague de hausse » qui déferlait sur le monde entier.

La conférence tenue à *La Morlaye*, le 25 mars 1919, par la *commission militaire interalliée du ravitaillement civil de la rive gauche du Rhin*, sous la présidence du général Payot, adopta des mesures propres à améliorer le ravitaillement sur la rive gauche du Rhin. La ration générale allemande fut augmentée d'une ration supplémentaire (connue sous le nom de *ration La Morlaye* ou « *taux moyen* »).

La vente des denrées provenant du ravitaillement *Hower*(1) se fit aux prix de l'intendance, mais, comme ces prix étaient généralement supérieurs aux prix allemands, on les réduisit au même taux en faisant supporter la différence par les communes, auxquelles on laissait la faculté de créer de nouveaux centimes additionnels.

(1) Ravitaillement prévu par l'accord de Bruxelles du 14 mars 1919, ainsi appelé du nom de Mr. HERBERT CLARKE HOWER, contrôleur du ravitaillement.

Le taux moyen adopté par la commission permanente du ravitaillement de Rotterdam était le suivant :

Ration journalière

Farine	Pommes de terre	Graisse	Viande	Riz	Café	Sucre
320 gr.	500 gr.	30 gr.	80 gr.	En substitution sur la base de 14 gr. de riz pour 100 gr. de pommes de terre	15 gr.	20 gr.

La ration allemande à cette date (août 1919) était la suivante :

Farine	Riz	Viande	Graisse	Pommes de terre
35 gr.	18 gr.	32 gr.	17 gr.	400 gr.

Dès lors, à quoi bon maintenir un régime de contrainte qui ne répondait plus à une nécessité, puisque l'Allemagne était assurée de pouvoir subvenir à ses besoins.

Une forte opposition ne tarda pas à se manifester dans le sens du retour à la liberté des transactions : comme le disait le correspondant du *Berliner Börsen Courier* (n° du 21 novembre 1919) : « Il ne s'agit point d'une crise matérielle, « mais d'une crise morale » ; le paysan ne veut pas, on ne « peut pas le forcer : tel est le problème. »

Néanmoins, avant de supprimer entièrement le système de l'économie contrôlée, le Gouvernement préféra augmenter les prix maxima.

C'est ce qui a eu lieu notamment pour la viande. On a craint que le retour à la liberté du commerce eût pour effet d'épuiser le cheptel (le prix d'une vache variait entre 2.000 et 3.000 marks).

C'est ainsi qu'au mois de septembre 1919, le prix de la viande fut augmenté de 24 marks par 100 kilos pour inciter les paysans à livrer leur bétail et pour diminuer le nombre des abattages clandestins. A la suite de la suppression de l'économie forcée pour la viande, les prix subirent une ascension telle que les consommateurs s'abstinrent et qu'une grande quantité de viande resta invendue (le bœuf se vendit 18 marks la livre et le porc 26 marks).

En ce qui concerne les œufs, le paysan avait la faculté de conserver 30 œufs par an pour sa consommation personnelle, alors que les non-producteurs n'avaient droit qu'à 12 œufs. Ils devaient livrer le surplus à la « Landeiers-telle » (Office local des œufs) au prix de 0^m. 25.

Or, les paysans, non seulement n'obéissaient pas à l'obligation de livraison (et pourtant le *Versorgungsamt* n'avait évalué qu'à 40 œufs par an la capacité de ponte d'une poule, alors qu'elle est, en réalité, de 80), mais fraudaient encore sur le nombre de poules qu'ils possédaient.

Dans ces conditions, il n'y avait aucun inconvénient à revenir au commerce libre (juillet 1920).

Le 1^{er} juillet 1920, un décret supprima également la commission de guerre pour le café, le thé et le cacao, l'Office d'Empire pour les légumes et les fruits, la commission d'Empire pour les huiles et les graisses, enfin l'Office d'Empire des fourrages.

De même, la levée de l'économie forcée fut prononcée le

15 septembre 1920 pour les pommes de terre et le 1^{er} octobre 1920 pour la viande.

Les conséquences immédiates de la suppression de la Zwangswirtschaft furent une ascension rapide des prix, puisque la demande fut désormais libre, mais bientôt, par un phénomène contraire, l'offre ne tarda pas à augmenter elle aussi, le producteur étant mieux rémunéré de son travail.

C'est ainsi, par exemple, que la culture de la betterave augmenta de 10% après la levée de l'économie forcée.

D'autre part, le retour à la liberté des échanges fit disparaître immédiatement le commerce clandestin, et, avec lui, les suppléments de bénéfice qu'il prélevait en compensation des risques de son activité illégale.

La situation menaçait d'être désastreuse pour le paysan. Bien que le prix des engrais et de la main-d'œuvre eussent subi une augmentation constante, les prix fixés pour les diverses denrées à livrer par le producteur étaient, pour ainsi dire, restés stationnaires.

Or, dans les villes les salaires et les appointements avaient été considérablement majorés (environ 50 marks par jour pour un ouvrier).

S'il avait été fait au cultivateur des prix spéciaux pour tout ce qu'il avait acheté à la ville (vêtements, linge, chaussures, etc.), on aurait pu comprendre à la rigueur qu'on exigeât qu'il cédât les denrées qu'il produisait à un prix très faible, mais rien ne fut fait dans ce sens et le cultivateur estimait avec juste raison qu'en présence de l'augmentation croissante des prix des produits manufacturés, on aurait dû

lui laisser la faculté de vendre ses produits de plus en plus cher.

Pendant la guerre, soit par patriotisme, soit en raison de la rigueur avec laquelle étaient appliquées les ordonnances relatives au ravitaillement, le cultivateur avait livré en quantité suffisante et aux prix fixés les produits de sa ferme.

Mais, tandis qu'en Angleterre, par exemple, il y avait, par suite de l'élévation des prix consentis, une véritable prime et, par suite, un sérieux encouragement à la production de tout ce qui était nécessaire au ravitaillement en vivres de la population, en Allemagne, au contraire, les prix furent constamment maintenus plutôt bas. Le résultat fut le suivant : le cultivateur se désintéressa de plus en plus de tout ce qui n'était pas d'un rapport suffisant pour lui. C'est ainsi, par exemple, qu'il n'hésita pas, bien souvent, en dépit des pénalités sévères auxquelles il s'exposait, à donner en nourriture à ses animaux des betteraves ou du blé, en raison du prix élevé des fourrages.

Il mettait la plus mauvaise volonté à cultiver des pommes de terre qui ne lui rapportaient qu'un gain insignifiant, et préférait s'adonner à la culture maraîchère qui lui assurait des bénéfices beaucoup plus élevés, attendu que la vente des légumes était libre, tout au moins dans les provinces rhénanes (c'est ainsi, par exemple, qu'un « *morgen* », environ $\frac{1}{2}$ hectare, planté en pommes de terre vendues 10 marks, le *zentner* (50 kilos) pouvait produire deux fois plus de carottes que le paysan vendait 12 marks le *zentner* (bénéfice de 14 marks à l'unité par rapport aux pommes de terre), et trois fois plus de betteraves qu'il pouvait vendre 7 marks le *zentner* (bénéfice de 11 marks à l'unité).

Les ouvriers, eux non plus, n'avaient aucun intérêt au

maintien de l'économie forcée, car elle n'existait, en somme, que sur le papier, et ils éprouvaient les plus grandes difficultés à se ravitailler.

Mais ils entendaient y substituer « une organisation méthodique du ravitaillement et, ensuite, de la production ».

Le moyen qu'ils envisageaient pour procéder à cette réglementation résidait, d'une part, dans la liaison des conseils d'exploitation (*Betriebsräte*), des syndicats professionnels et des organisations locales de consommateurs avec les conseils de propriétaires (*Gutsräte*) et les associations des paysans, d'autre part. D'où nécessité d'une centralisation des conseils d'exploitation et des syndicats, afin de pouvoir traiter sur place ou par district avec les organisations de producteurs, d'ouvriers agricoles et de petits paysans.

Il est certain que la suppression du régime de l'économie contrôlée a été favorablement accueillie par toutes les catégories de la population.

Il nous est désormais aisé de dégager les vices du système, qui ont le plus contribué à sa faillite.

1) C'est d'abord son *extrême complexité* que nous avons tenté de mettre en lumière et la centralisation outrancière qu'il nécessitait.

La plupart des commissions et des sous-commissions que nous avons rencontrées au cours de cette étude se composaient en majeure partie de fonctionnaires, et ne comprenaient que fort peu de paysans et de techniciens.

Le *kommunalverband*, en particulier, est une *institution dispendieuse* et impropre à rendre les services qu'on en attend. La denrée passe par une infinité d'intermédiaires, qui, chacun, prélèvent une commission avant d'arriver aux mains du consommateur.

C'est ainsi, par exemple, que le prix d'achat du foin se trouvait majoré de 4 marks par 100 kilos au profit du *komunalverband* pour l'indemniser de son intervention et des divers frais résultant du Groupement du foin dans les dépôts communaux.

2) En second lieu, ce sont les *mesures inquisitoires et vexatoires* qu'il a entraînées à sa suite. Dès l'instant qu'on édictait des prescriptions et des interdictions, il était nécessaire de les contrôler, ce qui supposait un personnel spécial et extrêmement nombreux.

Ce contrôle ne pouvant être efficace, la fraude prit une extension formidable et les inconvénients que l'on voulait éviter se trouvèrent décuplés.

De plus, un grand nombre de ces prescriptions étaient inutiles et inopérantes. Par exemple, le *mölkereizwang*, qui interdisait au paysan de faire son beurre lui-même. Il devait apporter son lait à la crèmerie (*mölkerei*), qui lui retournait les quantités de beurre auxquelles il avait droit.

3) *L'extension excessive* du régime contribua pour beaucoup à sa ruine. Il aurait fallu limiter la « *zwangswirtschaft* » aux denrées de première nécessité, telles que les céréales, et les pommes de terre par exemple.

Or, non seulement elle s'appliquait à tous les produits alimentaires sans exception, mais encore aux tissus (il y eut jusqu'à l'armistice une carte d'étoffe, et de nombreux arrêtés réglementèrent notamment l'emploi du linge de table dans les hôtels, la confection des stores, etc.), au charbon, et à certains produits d'origine minérale (pétrole, essence, etc. (1).

(1) L'organisation des sociétés de guerre, qui se rattachent à l'industrie, est étudiée en détail dans l'ouvrage de M. A. de Tarlé

4) Enfin, sa *rigidité* et son *manque de souplesse* qui ne lui permettait pas de suivre les mouvements du marché, et l'inexactitude des statistiques sur lesquelles il était basé lui portèrent le dernier coup.

Un article paru le 16 janvier 1920 dans la « *Niedersheinische Landerzeitung*, est très symptomatique à cet égard :

« La récolte des grains diminue toujours. On sait que la
« superficie cultivée s'amoin-drit d'une façon inquiétante.
« L'administration autoritaire de l'agriculture, par des fonc-
« tionnaires sans coopération avec des hommes de métier,
« est responsable de cet état de choses. En donnant la
« préférence à certains produits moins nutritifs que le blé,
« on a privé le ravitaillement populaire de quantités énormes de froment et de seigle.

« La diminution de la production causée par l'incompé-
« tence et l'incapacité des fonctionnaires fut ensuite imputée
« à la livraison lente et hésitante de leurs produits par les
« agriculteurs... L'administration n'a pas su réprimer
« la spéculation éhontée qui s'est produite sur les engrais,
« si bien qu'actuellement, le paysan est contraint de s'en
« passer... Cet état de choses n'est pas pour nous surprendre:
« le nombre des représentants de l'agriculture au Reichstag
« a diminué d'année en année depuis quinze ans. Avant la
« guerre, le cultivateur ne comptait plus : tout ce qu'il pro-
« duisait pouvait être acheté à bon compte à l'étranger, et,
« cependant, ce sont eux qui ont empêché le peuple de
« mourir de faim ! »

Le ministre du ravitaillement (*Ernährungsminister*) cons-

(La préparation de la lutte économique par l'Allemagne, Paris, Payot, 1919, pages 21 et suiv.

tate lui-même que le régime de l'économie contrôlée a fait son temps.

Voici, en substance, la déclaration qu'il ne craignit pas de faire le 12 septembre 1920, devant le comité économique du cabinet d'Empire :

« Le système de réquisition et de répartition des principales denrées alimentaires, qui a rendu de grands services pendant la guerre, a vu son efficacité notablement diminuer par suite de la démoralisation du pays et du fléchissement de l'autorité gouvernementale. Toutefois, dans le domaine où l'ingérence de l'Etat est encore nécessaire et possible, ce dernier doit intervenir par tous les moyens dont il dispose, et tout particulièrement en ce qui concerne les céréales, le lait et le sucre.

« La question du pain, par suite d'une récolte de seigle moins bonne qu'on ne l'espérait, va nous causer, pour la prochaine récolte, de grandes difficultés.

« Pour les surmonter, et eu égard à la réduction du taux du blutage réclamée par la population, nous devons, non seulement réquisitionner toute la récolte nationale au besoin par des mesures coercitives, mais encore faire appel dans une large mesure à l'importation des céréales étrangères. »

Ainsi donc, sauf pour les céréales, le Gouvernement abandonnait le contrôle qu'il avait exercé jusqu'à ce jour sur l'économie nationale, et se prononçait nettement pour le retour à la liberté commerciale.

Depuis cette date, l'organisation si complexe que nécessi-

tait ce régime de *surcentralisation* et de réglementation outrancière a, pour ainsi dire, entièrement disparu.

Seul le *Reichswirtschaftsrat* subsiste. Suivant l'expression du chancelier *Fehrenbach*, ce Conseil économique est appelé à jouer le rôle de « parlement économique du Reich ». Ses séances plénières ne seront pas nombreuses, car il ne comprend pas moins de 324 membres. C'est pourquoi tout le travail se fera dans des commissions.

Ces commissions sont au nombre de trois.

- 1) La commission des affaires courantes.
- 2) La commission de l'économie politique.
- 3) La commission de la politique sociale.

Le Conseil économique conserve la haute main sur l'orientation économique du pays, et un « droit de regard » qu'il exerce sur les différentes provinces par les « *Bezirkswirtschaftsräte* (Conseils économiques de district).

DEUXIÈME PARTIE

LES VESTIGES DE LA ZWANGWIRTSCHAFT

CHAPITRE PREMIER

**Comment l'expérience de la « Kriegswirtschaft » a favorisé
l'éclosion de théories nouvelles tendant à l'extension de
l'intervention de l'Etat dans la vie économique du Reich.**

Nous avons montré, au cours de cette étude, comment, sous l'influence des circonstances engendrées par l'état de guerre, était née en Allemagne une *conception nouvelle de la vie économique*, qui avait abouti à renverser l'idole de l'individualisme, à laquelle ne cessaient de sacrifier les plus illustres représentants de l'école « orthodoxe » en économie politique.

A sa place, on avait érigé un Dieu nouveau : la communauté, et on admit bientôt que l'intérêt du plus grand nombre devait primer l'intérêt de l'individu.

Chacun a présents à l'esprit tous les articles de ce dogme de l'individualisme enseigné pour la première fois par Adam Smith et qui fut chanté sur tous les tons par l'école libérale française, dont le père est Jean Bastiat (1) et dont le plus illustre représentant a été M. Paul Leroy-Beaulieu (le véritable moteur de la vie économique, c'est l'individu, lui seul est à même de comprendre ses véritables intérêts, et la société toute entière profite de ses actions, sans qu'en aucun cas, elle puisse se trouver lésée par elles, etc.).

A vrai dire, l'opinion contraire s'était déjà fait jour avant la guerre chez nos voisins d'Outre-Rhin.

Ce qu'on entend par la « *Sozialpolitik* », qui a été appliquée en Allemagne à la fin du siècle dernier, n'est que l'application de ces idées. On admettait que, dans certains cas, il pouvait y avoir conflit entre certaines catégories de producteurs et de consommateurs, entre le capital et le travail, et on décidait de prendre la défense des faibles et de les protéger dans une lutte inégale, Karl Marx, Rodbertus et Ferdinand Lasalle ont été les théoriciens de cette idée, mais ils l'ont dénaturée par la suite en y accolant des hypothèses contredites par la réalité.

L'économiste Walter Rathenau, un des chefs de l'école néo-allemande, exprime cette pensée par la formule suivante : « L'économie n'est plus la chose de l'individu, elle est la chose de la collectivité. »

(*Wirtschaft ist nicht mehr Sache der einzelnen, sondern Sache der Gesamtheit*).

Et quelle sera cette « économie nouvelle » ? Ce ne sera pas une économie d'Etat (*Staatswirtschaft*), mais une économie

(1) *Les harmonies économiques.*

individuelle (*Privatwirtschaft*) qui aura besoin, pour être complète, de l'aide et de l'assistance de l'Etat.

A son avis, l'économie bourgeoise a fait son temps : elle a été incapable de s'organiser scientifiquement et elle succombe naturellement sous le poids de ses innombrables errements.

« Vous vous promenez dans la rue et vous voyez une boutique de marchands de cigares, vous allez cent mètres plus loin : encore un magasin semblable, et cent mètres après, un nouveau bureau de tabac.

« Qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire qu'une véritable armée de commerçants est nécessaire à Berlin pour livrer du tabac à la consommation. Cela signifie qu'à toute heure du jour, de jeunes commis sains et vigoureux attendent le client et lui présentent d'heure en heure un paquet de cigarettes. De même, dans certains quartiers de la ville, il n'y a pas de carrefour où ne s'étale la boutique d'un papetier ou d'un parfumeur ! »

Rathenau pose en principe que « la liberté absolue des transactions aboutit à des abus inadmissibles. Les innombrables journées de travail gaspillées sont irremplaçables. Par exemple, les nombreuses journées consacrées à la confection de tapis, broderies, coussins, etc., représentant autant de journées perdues pour la fabrication des vêtements, tissus, linge répondant aux besoins de l'immense majorité de l'humanité. Le temps consacré à l'entretien des pelouses des jardins publics serait plus utilement employé à la culture des denrées les plus utiles à la vie. De même, le prix d'un collier suffirait à mettre en valeur une propriété, l'argent représenté par le champagne et les parfums permettrait de venir en aide à toute une catégo-

« rie d'individus qui sont aujourd'hui réduits à la misère ;
« bref, le gaspillage est à son comble et chaque jour les
« plus grandes iniquités se commettront au nom de la
« Liberté ! »

A son avis, il faudrait confier à l'Etat la direction du commerce en lui abandonnant le contrôle des importations et des exportations, et en lui laissant la faculté de concurrencer le commerce libre en supprimant les intermédiaires.

A vrai dire, cette doctrine est critiquable, car cette politique est de nature à susciter de graves rivalités entre les nations, qui pourraient être le prélude de luttes économiques très graves et, d'autre part, les garanties qu'offre l'Etat commerçant sont insuffisantes, car il lui est toujours facile de puiser dans les caisses du trésor, le jour où il doit faire face à un déficit provenant d'une gestion défectueuse. Mais il est intéressant de signaler cette tendance à côté des tentatives de socialisation ou plutôt d'étatisation de l'agriculture et de l'industrie (en particulier des mines) qui se sont multipliées en Allemagne à la suite de la politique de violence pratiquée pendant la guerre.

De même, *Otto Neurath* n'hésite pas à affirmer que le régime de libre concurrence (*Verkehrswirtschaft*) touche à sa fin et qu'il sera désormais remplacé par l'économie réglementée (*Verwaltungswirtschaft*).

Bien avant la guerre, il s'était spécialisé dans les questions qui touchent à l'économie de guerre et on lui confia la présidence du « *Zentralwirtschaftsamt* » de Munich. Ce qui caractérise, d'après lui, la « *Verwaltungswirtschaft* », c'est le contrôle du marché, la mainmise de l'Etat sur certaines

branches de la production, enfin la surveillance du petit commerce.

Il préconise l'établissement annuel d'un plan économique (*Wirtschaftsplan*), car, pour qu'un office central (*Zentralstelle*) puisse édicter des règlements applicables à la production et à la consommation, il doit pouvoir en connaître les résultats et, pour cela, connaître l'ensemble de la vie économique.

Le régime économique du temps de paix, qui reposait sur l'idée de gain, sur l'idée d'argent (*Geldwirtschaft*), doit être abandonné, et on doit revenir résolument à l'économie naturelle, mais en l'organisant administrativement (*eine verwaltungswirtschaftlich organisierte Naturalwirtschaft*).

Quoiqu'il en soit, il est indéniable que l'idée socialiste de la nationalisation des moyens de production et de la direction de la vie économique par l'Etat a fait en Allemagne, depuis la révolution, des progrès considérables. L'expérience de la guerre a montré (au prix de quelles entraves et de quelles « frictions »), que l'Etat pouvait tenir dans sa main tous les rouages de la machine économique et qu'il pouvait à sa guise enlever à l'individu toute initiative et toute personnalité.

Cette politique de « despotisme économique » a été portée à son point le plus haut sur le marché intérieur pendant la guerre et nous avons laissé entrevoir l'omnipotence des (*Aussenhandelsstellen*) offices du commerce extérieur, qui accordaient ou refusaient à leur gré des licences d'importation ou d'exportation enserrant le commerçant dans un immense lacs dont il ne parvenait pas le plus souvent à s'échapper. (Qu'on se rappelle les interdictions d'importation et d'exportation du mois d'avril 1920 qui, coïncidant avec

une hausse du mark, eurent pour résultat d'interrompre tout commerce avec l'étranger et de décourager le flot des commerçants français qui avaient résolu d'entreprendre la conquête du « marché rhénan »).

De telles pratiques sont essentiellement dangereuses et l'arrêt brutal de toutes les transactions eut son contre-coup en Allemagne et se traduisit par de nombreuses faillites et par un accroissement considérable du nombre des chômeurs.

Quoiqu'il en soit, l'Etat allemand ne se décide à relâcher son étreinte sur les principaux agents de la vie économique que contraint et forcé.

Pour nous en convaincre, examinons successivement le progrès de l'idée de socialisation dans l'agriculture, dans les mines et dans l'industrie. Nous terminerons par un court exposé du point de vue du Gouvernement sur ces questions.

CHAPITRE II

Tentatives de socialisation dans l'agriculture, dans les mines et dans l'industrie. — L'intervention de l'Etat dans le commerce extérieur et dans l'organisation du crédit.

§ I. — *Tentatives de socialisation de l'agriculture*

Voici le compte-rendu d'un article paru dans la « *Deutsche Tageszeitung* » du 9 décembre 1920 :

« Le ministre prussien de l'agriculture Braun a déposé récemment, sur le bureau de la Chambre prussienne, un projet de socialisation, ou plutôt un projet d'étatisation de l'agriculture.

« Il était question, d'ailleurs, depuis quelque temps, que l'Etat prussien fit aux agriculteurs de fortes avances de fonds. Le projet Braun peut être donc considéré comme un contre-projet.

« Il tend à autoriser le gouvernement à prendre à sa charge la culture de 120.000 *morgen* (1). Les crédits nécessaires seraient de 180 millions de marks. Toutefois, l'Etat n'a pas l'intention de proposer directement ses fonctionnaires à l'exploitation des domaines, il confiera celle-ci à une *Treuamt Gesellschaft*, qui aura probablement son siège

(1) Morgen : 1/2 hectare,

« à Francfort ou à Berlin et qui sera, en quelque sorte, un
« régisseur intéressé dans les affaires. L'Etat prussien ne
« recevra pas intégralement le produit net du domaine.

« Voici comment ce produit net sera partagé :

« 1) 5% de ce produit seront consacrés à la création d'un
« fonds de réserve qui devra atteindre un certain minimum
« encore à fixer.

« 2) Une certaine proportion de ce produit net sera versée
« au directeur, au conseil de direction et à certains employés.

« 3) 5% seront versés aux actionnaires de la *Treu Gesells-*
« *chaft*.

« 4) Une moitié du reste sera éventuellement versée aux
« fonds de réserve prévus plus haut, et c'est seulement la
« deuxième moitié de ces restes qui parviendra à l'Etat.

« Le ministre Braun donne à l'appui de son projet un
« exemple de bonne administration étatiste. Cet exemple,
« unique, se trouverait dans le district de *Lick* (Prusse orien-
« tale). Un grand domaine de ce district est dirigé depuis la
« guerre par des fonctionnaires de l'Etat prussien. Il avait
« été abandonné par ses fermiers d'avant-guerre, lors de
« l'invasion russe. Les terres de ce domaine, qui sont très
« peu fertiles, il faut le dire, avaient, avant la guerre, donné
« un très faible rendement et les fermages rentraient très dif-
« ficilement. L'exploitation, fait valoir le ministre, marche
« maintenant à merveille.

Il est vrai qu'on peut trouver une explication de ce fait
« non pas dans la bonne gestion de l'Etat, mais dans le fait
« que les produits de l'agriculture sont actuellement ven-
« dus plus chers qu'avant la guerre.

« D'ailleurs, le domaine a touché, à titre d'indemnités,

« des sommes considérables de l'Etat. Une commission spéciale va, d'ailleurs, être envoyée dans le district de Lick pour étudier de près cette question. Le projet qui a été présenté à une commission du Reichstag a été vivement critiqué par le député Weisfennel, dans un discours qui n'a pas duré moins de six heures : « Protégez-nous, conclut la *Deutsche Tageszeitung*, de ce monstre que serait une société géante dans le genre des sociétés de guerre et qui prétendrait assumer la direction des exploitations agricoles allemandes. »

Quoi qu'il en soit, pour en revenir à la question des colonies agricoles, qui se présente en Allemagne avec une si grande acuité, le gouvernement ne semble pas disposé à entrer dans la voie des réformes.

Le Dr. *Ponfick*, rapporteur du ministère de l'Agriculture, a déclaré récemment que « la petite colonisation devait se contenter des terrains cédés par la grande propriété à des prix acceptables, le partage des grandes propriétés ne se recommandant pas à cause des frais de contribution.

« Morceler les grands domaines qui assurent de gros revenus à l'Etat prussien et fournissent d'énormes ressources au ravitaillement de la population serait tout à fait indésirable. »

Mais tel ne semble pas être l'avis du correspondant du « *Kölner Tageblatt* » (n° du 10 octobre 1920) :

Voici un extrait de cet article :

« Il faut bien se garder de généraliser comme l'a fait le rapporteur, quand on aborde la question si complexe des colonies agricoles. Les grandes colonies agricoles sont

« nécessaires au nord et à l'est de l'Allemagne et, en partie,
« aussi au centre et en Bavière. Mr. Ponfick signale aussi
« une diminution de la population agricole dans le Brande-
« bourg. Le même fait se présente partout où la petite et la
« moyenne propriété ont été absorbées par la grande. L'an-
« cien Etat prussien s'est montré incapable de réparer cette
« criante injustice; la nouvelle Prusse le serait-elle aussi ?

« Certes, le prix élevé des matériaux de construction est
« un obstacle au développement des colonies agricoles ; mais
« qu'on laisse la construction des maisons d'habitation à
« l'initiative des colons, qui se contenteront au début d'une
« maison très simple pour se créer peu à peu tout le confort
« qu'ils désirent.

« On ne peut prétendre que toutes les grandes propriétés
« soient toutes bien cultivées. En outre, elles ne possèdent
« pas un cheptel suffisant et, de ce fait, ne peuvent amélio-
« rer le sol avec du fumier, comme pourraient le faire de
« petits cultivateurs.

« En Poméranie, les terrains sablonneux ont été partagés
« afin de les faire amender par la petite exploitation.

« Il est certain qu'aux environs des villes, il faut des
« paysans fournissant du lait, du beurre, des œufs aux cita-
« dins et non des domaines incapables de fournir en quantité
« suffisante ces produits de première nécessité. D'ici long-
« temps, nous ne pourrons compter sur une importation de
« vivres égale à celle d'avant-guerre. D'un autre côté, les
« grands propriétaires ne peuvent plus compter pour l'exé-
« cution de leurs travaux, dans les circonstances actuelles,

« sur la main-d'œuvre étrangère (Pologne et Galicie) ni la
« remplacer par la population indigène.

« La petite et la moyenne propriété ne fourniront pas une
« aussi grande quantité de vivres que le domaine, mais sur
« la même surface de terrain pourront vivre dix ou douze
« fois plus de personnes ; or, comme notre émigration a for-
« tement diminué, nous devons chercher à ramener le plus
« d'habitants possible à l'agriculture.

« Dans cet ordre d'idées, le gouvernement n'a rien ou
« presque rien fait depuis la révolution. En Haute-Silésie,
« où cette question présentait une si grande importance, on
« a maintenu le « *statu quo ante* ». Il ne faut donc pas
« s'étonner du succès que remporte actuellement l'agita-
« tion polonaise.

« Personne ne doit méconnaître les difficultés de la coloni-
« sation intérieure. On ne peut faire en un tour de main un
« paysan d'un citadin, mais la main d'œuvre ne manque
« pas et avec de la bonne volonté, on trouvera la voie à
« suivre. »

Malgré tout, il semble que la tentative de colonisation inté-
rieure inaugurée en 1886 (1) soit abandonnée. (Le principe
était alors le rachat par l'Etat représenté par des commissions
de colonisation ou par des sociétés foncières placées sous sa
direction de grands domaines à répartir en petites proprié-
tés : dans cette combinaison, les acquéreurs devaient s'ac-
quitter envers l'Etat, au moyen d'une rente annuelle : quel-
ques applications en furent faites notamment dans la pro-
vince de Posen).

(1) Consulter l'ouvrage de M. Blondel, intitulé : *Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne*.

§ II. — Tentatives de socialisation des mines

En ce qui concerne les mines, le député *Hugo Stinnes*, qui est actuellement un des magnats de l'industrie allemande, a déposé au début d'octobre 1920, sur le bureau du *Reichswirtschaftsministerium*, une étude d'ensemble sur l'amélioration de l'exploitation des mines. Les conclusions de cette étude tendent à faire renoncer à toute tentative de socialisation des houillères et à créer par région et par industrie de grands groupes de consommateurs.

Chacun de ces groupes se mettrait en rapport direct avec les producteurs de charbon en évitant toute espèce d'intermédiaire, et surtout l'intermédiaire de l'Etat. Ce que préconise Stinnes, c'est un ensemble de consortiums comme celui tout récemment fondé par la société *Rheinisch-Westphälische-Elektrizität-Werk* et les houillères de la *Rhein-Elbe-Union*.

Le producteur et le consommateur constituent une unité économique. Si l'on passe par l'intermédiaire de l'Etat, on n'évite ni les interruptions ni les erreurs. Stinnes cite un exemple de faute commise récemment par l'administration allemande : 17 milliards ont été consacrés à la reconstitution de la flotte de commerce, mais on s'est aperçu, lorsque les premiers navires ont été lancés, que le charbon manquait pour alimenter les chaudières. Ceci ne se serait pas produit si les sociétés d'armateurs avaient possédé leur mine.

La généralisation du système des consortiums pour les industries qui dépendent économiquement les unes des autres, telles, par exemple, que les aciéries et les mines de charbon, favoriserait la production, tandis qu'une mesure

générale de socialisation ruinerait à jamais l'économie publique allemande.

Au cours de la réunion principale de la « *Hesser Eisen und Stahlwerke*, M. le conseiller privé *Peter Klöckner*, président du conseil du contrôle de cette société, a développé, au sujet de la socialisation du charbon, les points de vue suivants :

« Aux yeux de nombreuses personnes, la socialisation des
« mines présente un attrait, car elles s'imaginent pouvoir
« s'appuyer sur le fait que le charbon est aujourd'hui un
« atout et que, pendant de nombreuses années, le charbon
« allemand sera très demandé et jouera un rôle prépondérant
« sur le marché mondial.

« Cette opinion est absolument erronée. Il est vrai que le
« manque de charbon se fait partout sentir à présent et que
« l'on est obligé en Allemagne d'avoir recours au charbon
« américain, que l'on paie six fois plus cher que le charbon
« allemand. Mais il est bien certain que cette situation ne
« saurait se prolonger.

« En effet, grâce aux prix modérés fixés par l'Etat pour le
« charbon et le coke, les industries françaises et belges ont
« fait baisser fortement le prix des produits métallurgiques
« et ceci, non seulement pour faciliter les achats de l'inté-
« rieur, mais encore pour permettre l'exportation.

« Par conséquent, nous sommes menacés, non seulement
« par l'impossibilité qui nous est faite d'avoir du charbon,
« ce qui paralyse une grande partie de l'industrie allemande,
« mais, de plus, on nous ravit les commandes à l'étranger
« de produits finis, ce qui paralyse notre activité.
« De ce fait, le besoin de charbon diminuera fortement en

« Allemagne et le nombre des chômeurs augmentera en con-
« séquence. La crise économique qui approche touchera for-
« tement l'Allemagne ; elle peut occasionner une catastro-
« phe dans notre activité productrice, mais elle s'étendra
« également aux autres pays et le jour n'est pas éloigné où
« le manque de charbon ne se fera plus sentir nulle part.
« Ce jour-là, la mine socialisée recevra son arrêt de mort, car
« seule une économie libre est capable de dominer le marché
« mondial.

« Maintenant que, grâce aux lois en vigueur, la fixation
« des prix et la répartition du charbon sont entre les mains
« de l'Etat, la socialisation devrait être comprise de telle
« sorte que les travailleurs participent aux bénéfices nets et
« dans ce but, reçoivent des parts de bénéfices qui les inté-
« resseraient à l'entreprise. Une socialisation ultérieure n'est
« possible que si elle est faite simultanément en Améri-
« que, en Angleterre, en France et en Belgique. Le pays qui
« marche seul en avant est voué à sa perte. »

Néanmoins, il semble bien que les mineurs soient ferme-
ment résolus à obtenir du gouvernement une prompte « so-
cialisation » des mines. Ils veulent obtenir l'exclusion des
« profiteurs particuliers ». La direction générale de l'asso-
ciation des mineurs d'Allemagne (*Alter Verband*), qui
compte actuellement 450.223 membres, a adopté à l'unani-
mité une résolution dans ce sens.

Citons encore, dans cet ordre d'idées, l'opinion de M. *Al-
fons Horten*, personnalité influente du parti socialiste et
membre du « *Bund Neues Vaterland* », actuellement chef
de bureau au *Reichsabwickelungsamt*, à Berlin. Elle jouirait
d'un grand succès dans le monde des travailleurs, car, outre

que les ouvriers communistes considèrent Horten comme leur porte-parole, il ne faut pas oublier que ce dernier est un spécialiste des questions minières et qu'il connaît à fond la question ouvrière de la Ruhr et même celle de la Sarre.

On sait qu'il a été directeur des usines d'*Hagondange* et auparavant de hauts fourneaux et aciéries de Caen (Calvados) (*firme Thyssen*).

Depuis, il a évolué et s'est lié avec *V. Gerlach*, le rédacteur bien connu de la « *Welt am Montag* ». Son programme est basé sur deux principes :

1) L'industrie « spéciale » restera patronale et privée (T. S. F., construction d'avions, de funiculaires, etc.).

2) Par contre, les industries qui s'appliquent à transformer les produits nécessaires à la vie humaine devront être socialisées afin de faire baisser les prix et de briser la concurrence des syndicats.

Horten demande notamment que les prix de revient de l'industrie soient publiés très exactement afin de combattre les exagérations actuelles.

Il ne peut admettre que la tonne d'acier, qui coûtait 100 marks en 1914, 400 en 1918, revienne à 3.500 marks en 1920, alors que son prix total ne devrait pas dépasser 1.000 marks. Il déclare que cette différence de 2.560 marks est utilisée par la grosse industrie (*Schwere industrie*) à entretenir les agents provocateurs des partis de droite et à l'achat des grands quotidiens. (On sait que Stinnes et ses amis ont acheté 64 journaux allemands).

Mais, lui non plus, n'est pas partisan de la socialisation par l'Etat. « Il vaut mieux, dit-il, que les usines soient gérées « par des sociétés agissant d'après les méthodes de l'ancienne industrie tout en évitant les méthodes de l'industrie

« privée qui dominant aujourd'hui dans l'industrie sociale
« et qui constituent la grande faute actuelle. »

Horten est persuadé que son programme réalise un juste milieu et qu'il montre aux ouvriers le bon chemin à prendre entre le socialisme et le nationalisme.

Ce programme, dit-il, évite le bolchevisme en assurant une légitime satisfaction aux revendications des travailleurs.

§ III. — *Le développement des consortiums*

Le système de concentration des grandes industries se généralise de plus en plus dans l'économie intérieure de l'Allemagne (1). Ce mouvement de concentration s'accélère sous l'énergique impulsion de Hugo Stinnes, dont on retrouve partout la main et qui possède des intérêts dans presque toutes les industries importantes du pays.

Il espère jouer ici le rôle de réorganisateur de l'industrie allemande, créer un système de production et de répartition adaptés aux circonstances d'après-guerre et faire fonctionner ce système bien avant l'application des projets de socialisation.

C'est ainsi que, sous son impulsion, un vaste consortium s'est fondé au début du mois de novembre 1920 entre les établissements électriques *Siemens* et *Schuckert* et les mines de charbon et de minerai de l'Union Rhin-Elbe.

Les avantages de la nouvelle organisation qui est en train de se créer seront de pouvoir proportionner à chaque instant

(1) Consulter sur la question de la concentration des industries Antoine DE TARBÉ : *La préparation de la lutte économique par l'Allemagne*, Payot, 1919.

la production des matières premières à la consommation des usines qui les transformeront en produits finis ou en force électrique directement utilisable.

Au premier point de vue de l'économie générale du pays, il est à craindre que ces nouvelles personnalités économiques ne soient de redoutables accapareuses de matières premières.

Si les consortiums se généralisent on verra bientôt le charbon et le minerai disparaître du marché : ce sera la ruine de la petite industrie et la très grande gêne pour le consommateur.

Le consortium qui vient de naître réunit deux associations d'industrie. Les mines *Siemens* de Berlin construisent le matériel électrique alors que les usines *Schuckert* (Nüremberg) s'occupent surtout d'électro-métallurgie, d'électrochimie et de l'organisation des centrales électriques.

Quant à l'Union Rhin-Elbe, elle constitue déjà un consortium, englobant un grand nombre de petites industries. Le Rhin-Elbe apporte des mines de minerai de fer et des mines de charbon. L'historique des sociétés industrielles allemandes nécessitera bientôt l'établissement de véritables arbres généalogiques !

L'ensemble de ces quatre raisons sociales forme donc un tout économique puissant, une personnalité industrielle d'une grande force, qui, recevant la matière première, la livrera par ses propres moyens jusqu'à son dernier stage de transformation.

Les ouvriers et employés de cet ensemble d'industries, en saluent la naissance avec enthousiasme. Ils acquièrent, à partir d'aujourd'hui, l'avantage d'une grande sécurité que troubleront difficilement les crises économiques.

Il ne serait peut-être pas inutile d'examiner quelles pour-

ront être les conséquences politiques d'alliance d'importants intérêts industriels bavarois (Schuckert) avec les intérêts prussiens.

Stinnes a déjà proposé d'adopter comme dénomination du consortium celui de *Société Spree-Elbe-Rhin-Peglitz*. Ajoutons que la maison Schuckert introduit dans le consortium une quantité considérable de capitaux étrangers qui étaient représentés dans son conseil d'administration par un très grand nombre d'actionnaires.

Il est incontestable que la formation de grandes communautés économiques par l'association de grands groupes de consommateurs dans lesquels il n'y a pas que des sociétés de commerce privées, mais aussi des corporations légales, des communes et même des organisations publiques contribuent à atténuer l'acuité du problème de la socialisation et à annihiler l'intervention de l'Etat. D'aucuns prétendent même que ce serait là le dessein secret de Stinnes.

D'autres trusts sont en formation en dehors de Stinnes. On parle d'un consortium *Klöckner*, d'un consortium *Aryssen*, et éventuellement d'un consortium *Rheinstahl-Phoenix-Stenberg*. Le fait que les actions Phoenix ont atteint une hausse de plus de 600% et que les Rheinischen-Stahlwerken, ainsi que la Phoenix ont chacune leur siège social à Ruhrort, ne laisse aucun doute à cet égard.

De même, les grandes maisons commerciales de fer en gros qui se sont considérablement développées pendant la guerre achètent actuellement de grosses mines métallurgiques.

C'est ainsi que la maison Adler Zunia, par exemple, a acquis dernièrement à Francfort, une fonderie.

Bref, les grandes usines qui n'appartiennent à aucun con-

sortium sont l'exception, et dans « *l'industrie gebiehr* », uniquement, on peut citer six grands consortiums :

- 1) Le consortium *Rhein-Elbe-Union*.
- 2) Le consortium *Thyssen*.
- 3) Le consortium *Klöckner*.
- 4) Le consortium *Rheinstahl-Phönix*.
- 5) Le groupe *Stumm*.
- 6) Le groupe *Röchling-Buderns*.

La conséquence de cet état de choses, c'est que les projets de socialisation des mines (*Lederer et Rathenau*) sont désavoués tant par les chambres de commerce que par les organisations ouvrières, parce que le résultat de leur application serait contraire à l'amélioration de la production charbonnière.

Ces plans reposent, en effet, sur l'idée de centralisation bureaucratique et auraient pour conséquence d'annihiler l'initiative privée et de faire disparaître tout sentiment de responsabilité.

La question est maintenant en discussion devant le *Reichswirtschaftsrat* et le *Reichskohlenrat*. Stinnes y a exposé son point de vue, dont l'importance est soulignée par le *Vorwärts* du 30 octobre. Son idée repose sur la coopération de la production et de la consommation. Il veut la suppression de la centralisation et la création de groupes de consommateurs qui prendraient en main, et à leur compte, la production charbonnière.

« L'idée fondamentale de Stinnes, de *diviser la production charbonnière en districts économiques qui apporteraient les moyens financiers nécessaires à l'extraction du*

« *charbon*, mérite d'être examinée avec soin par tous les
« économistes, déclare le *Vorwärts*. Elle ne détournera, ce-
« pendant, pas la classe ouvrière de son but principal : l'ex-
« ploitation des mines en commun. »

Wonner, délégué des ouvriers, combat le projet Stinnes :

« Tous les combats que nous livrons, en ce moment, se
« résument en un mot : la lutte pour les denrées alimentai-
« res. M. Stinnes voit la solution dans la coopération de l'in-
« dustrie et des charbonnages. Nous ne sommes pas de cet
« avis. Nous croyons, par la socialisation, tout au moins
« adoucir les souffrances de la faim qu'endure le peuple
« allemand.

« Les propositions de M. Stinnes ne représentent que les
« intérêts privés, et, d'ailleurs, son projet de création de
« provinces économiques ne nous plaît pas. »

« La socialisation des mines, dit la *Volkszeitung*, de Dus-
« seldorf du 9 octobre, doit absolument être étudiée de plus
« près et mise en pratique le plus vite possible. Le traité de
« paix exige de l'Allemagne des livraisons de charbon et
« le charbon est une propriété privée. On demande à la
« nation allemande de disposer d'une chose sur laquelle elle
« n'a aucun droit. C'est un état de choses qui ne peut durer.
« La société capitaliste ne peut avoir plus longtemps main-
« mise sur des trésors naturels que, seuls, la nation alle-
« mande et le peuple allemand ont le droit de posséder. La
« lutte pour la socialisation des mines va se déclencher pro-
« chainement entre le capital et le travail. Elle sera dure et
« difficile, mais elle nous trouvera prêts. »

Socialisation intégrale, telle est l'idée du parti indépendant.

Il ne se dissimule pas les graves difficultés qu'elle présente. Il faut que les travailleurs qualifiés, les organisateurs et les techniciens collaborent à l'œuvre de socialisation. L'union des travailleurs manuels et intellectuels est d'une importance capitale.

Hilferding, l'un des leaders du parti, rejette résolument le projet *Rathenau*, adopté par la commission de socialisation et qui ferait durer trente ans cette opération. Il recommande à tout le prolétariat, aux syndicats et aux conseils d'entreprise de prendre part à la lutte qui va se livrer prochainement autour de cette question.

« Un accord entre les patrons et les ouvriers semble être
« absolument irréalisable, dit le *Kölner Tageblatt*, du 26
« octobre (Centre).

« Journallement des réunions ont lieu et des décisions
« sont prises. La classe ouvrière demande avec passion la
« réalisation de son vœu le plus cher, c'est-à-dire la sociali-
« sation intégrale. Il peut y avoir des divergences de vues
« dans les détails, mais l'idée générale reste la même : éli-
« mination complète du monopole privé.

« On craint que le gouvernement ne veuille mettre à exé-
« cution le projet Stinnes. Par tous les moyens possibles, on
« travaille en secret à l'en détourner. Une propagande inten-
« sive est faite par les milieux techniques en faveur du projet
« *Horten*, ancien directeur des usines *Thyssen*, qui prévoit
« la socialisation simultanée des usines et des aciéries. »

La question a également été soulevée au Congrès des Conseils d'exploitation (*Betriebsräte*), tenu à Berlin les 5 et 6 octobre 1920. La résolution suivante a été adoptée :

« Il faut que l'économie socialiste, qui cherche à satisfaire
« les besoins de la collectivité, remplace l'économie capi-
« taliste. Vouloir réformer l'économie publique en mainte-
« nant la base capitaliste est une illusion dangereuse pour
« les ouvriers. Le Congrès demande donc aux Conseils d'en-
« treprise et aux syndicats de concentrer, d'accord avec les
« partis politiques, toute la puissance économique et poli-
« tique de la classe ouvrière pour mettre le socialisme en
« pratique, en premier lieu en réalisant la socialisation des
« mines. »

§ IV. — *L'industrie chimique et la socialisation*

Parmi les industries les plus prospères de l'Allemagne, l'industrie chimique occupe un rang à part. Déjà avant la guerre, ses produits étaient estimés dans le monde entier et la statistique donnait, d'année en année, un chiffre toujours croissant de ses exportations. Ses débouchés préférés étaient l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Amérique Latine. L'industrie textile de tous les pays devait, pour ses meilleurs produits, recourir à l'industrie allemande des colorants qui occupait incontestablement la première place par la qualité de ses produits.

Les entreprises les plus considérables de l'industrie chimique ont depuis assez longtemps déjà fusionné entre elles et se sont encore agrandies en s'adjoignant de nouveaux associés. Nous citerons en particulier la « *Badische-Anilin-Fabrik* », les *Friedrich-Bayer-Werke* à Leverkusen, les *Farbwerke de Höchst* et, enfin, la « *Berliner A. u. f. für Anilin-Fabrikation* » à Treptow.

Chacune de ces firmes contrôle de son côté une série de fabriques plus ou moins importantes. Dans ce domaine se manifeste ainsi la tendance générale dans l'industrie allemande de la concentration dans le sens vertical.

Pendant la guerre, le monopole acquis par l'industrie chimique en Allemagne et son importance pour la fabrication des explosifs lui a fait gagner beaucoup d'argent, et distribuer de très hauts dividendes.

Depuis la reprise des affaires avec l'étranger, les commandes résultant des conditions du traité de paix et les prix élevés du marché intérieur pour les produits pharmaceutiques, les carbures d'aniline et les engrais synthétiques ont augmenté encore les gains des différentes entreprises.

Une preuve bien caractéristique en est fournie par le projet de création d'une nouvelle société à responsabilité limitée avec un capital de 500 millions de marks dans laquelle seront intéressées les huit firmes du consortium, proportionnellement à leur importance.

Voici quelle est, à son sujet, l'opinion du parti socialiste: (*Volks-Zeitung*, 20 octobre 1920),

« Le bruit court que le fisc, qui pendant la guerre con-
« sentit plusieurs centaines de millions de crédits pour la
« construction de ces fabriques, ne sera pas intéressé dans
« cette nouvelle société. Outre que le remboursement par
« les actionnaires des avances faites par l'Etat ne se pro-
« duira que dans un laps de temps assez long et ne repré-
« sentera au cours actuel qu'une fraction de la valeur de
« ces avances, il est intolérable que nos intérêts économiques
« essentiels soient sacrifiés à un groupe d'industriels om-
« nipotents.

« L'industrie chimique allemande se voit en face de nou-

« vœux problèmes à résoudre ; elle peut contribuer par
« son chiffre d'affaires à l'étranger à améliorer notre bilan
« commercial, et par là même, les questions qui l'intéres-
« sent, loin de ne toucher que des intérêts privés, ont une
« importance éminemment générale.

« Le combat que nous allons mener en faveur de la
« socialisation des mines doit attirer aussi notre attention
« sur les industries intimement liées à la houille.

« La lutte pour la socialisation des mines ne sera que le
« prélude des efforts tendant à socialiser l'industrie toute
« entière. »

§ V. — *Le contrôle du commerce extérieur par l'Etat*

Ce qu'il faut retenir de tout ceci, c'est une tendance très générale non pas à ressusciter les anciennes « sociétés de guerre » qui dépendaient très étroitement de l'Etat, mais à leur substituer de vastes consortiums de sociétés privées dans lesquels les *conseils d'ouvriers* seraient sur un pied d'égalité avec les conseils de direction et pourraient vérifier les prix de revient et les bénéfices des entreprises.

Mais, dans ce système, l'intervention de l'Etat n'est pas exclue, car il devra rester en contact permanent avec les consortiums et être à même de leur prêter son concours le cas échéant.

Mais il convient de remarquer que la distinction proposée par *Horten* entre les industries d'intérêt général et les entreprises privées est arbitraire et que les seconds se verraient fatalement acculés à la faillite si l'Etat réservait aux premières toutes ses faveurs.

Quoiqu'il en soit, il est indéniable que l'Allemagne tend

de plus en plus à abandonner la vieille théorie libérale en économie politique. Elle ne croit plus à l'excellence du régime de libre concurrence et à la toute puissance de l'entrepreneur autonome.

Elle prétend que si cette forme d'économie rudimentaire pouvait être valable avant la guerre, dans des circonstances normales et en présence d'une population ouvrière ignorante après le terrible bouleversement qui en a été la conséquence, le problème économique apparaît avec une telle complexité que, seul, l'Etat est à même de le résoudre. Mais, d'autre part, on admet l'incapacité de l'Etat en tant qu'industriel ou de commerçant ; l'expérience des « sociétés de guerre » semble avoir été concluante à ce point de vue.

Dès lors, il convient de chercher un moyen terme, un terrain d'entente où pourraient se rencontrer tous les partis en présence. Et c'est là précisément que les divergences d'opinion se manifestent, les uns se déclarant partisans d'une intervention très large et très générale de l'Etat, tandis que les autres entendent la limiter à un droit de contrôle des importations et des exportations par exemple.

Même en ce qui concerne les « *offices du commerce extérieur* », il semble que l'unanimité ne soit pas acquise sur la nécessité de leur maintien.

Voici un jugement que nous extrayons du *Zentralblatt* (n° du 10 novembre 1920) :

« Les offices de commerce extérieur sont un fardeau très
« lourd pour le monde des affaires ; des organisations de
« plus en plus nombreuses réclament leur disparition pour
« redonner sa liberté au commerce extérieur allemand et

« pour ramener le marché mondial au régime de la concurrence.

« Au temps de la vente à outrance des produits allemands, la surveillance et la réglementation des exportations ont pu être fondées ; elles le sont aujourd'hui beaucoup moins et seulement dans certains cas peu nombreux. Les entrepôts regorgent de marchandises, mais le débit s'arrête et n'est pas prêt de reprendre son cours normal. Aussi serait-il doublement nécessaire de supprimer le contrôle des offices du commerce extérieur et de redonner au commerçant allemand son ancienne liberté de mouvement vis-à-vis de l'étranger. Mais, malheureusement, il y a peu à attendre en ce sens des autorités.

« Le nombre des commandes de l'étranger a beaucoup diminué le mois dernier ; elles ont même été souvent retirées. En raison des prix minima que l'exportateur doit demander conséquemment aux exigences des bureaux officiels, le commerçant allemand ne peut entrer en concurrence avec les Anglais, les Américains et les Japonais.

« Les acheteurs étrangers nous répètent constamment qu'ils peuvent acheter des articles de qualité supérieure, plus vite et à meilleur compte n'importe où ailleurs qu'en Allemagne. En conséquence, la grande majorité des affaires ne sont pas traitées ou sont annulées. Par exemple, certaines bouteilles de vin auraient pu être livrées déjà avec bénéfice au prix de 60 à 70 marks le cent. L'acheteur étranger consent même à payer 90 marks ; mais l'office du commerce extérieur fixe un prix minimum de 105 marks, par suite duquel l'affaire ne se conclue pas. Aux dommages causés aux exportateurs allemands et à l'industrie allemande s'ajoutent les réclamations et les doléances des acheteurs

« d'outre-mer qui se trouvent lésés lorsqu'ils comparent les
« prix de revient et les prix à l'exportation.

« Les offices du commerce extérieur ne sont pas non plus
« de nature à élever le moral des commerçants profession-
« nels rompus aux affaires par une longue pratique et qui
« ne sont employés dans les affaires qu'en tout petit nombre.
« De plus, il n'est pas rare de trouver des firmes cherchant
« d'une manière ou d'une autre à tourner les règlements. On
« voit fréquemment des licences d'exportation portant le
« prix fixé alors que le prix sera facturé à l'acheteur à un
« cours plus bas.

« Si une telle façon de faire n'est pas à approuver, elle
« est tout au moins compréhensible et excusable dans bien
« des cas. Le commerce allemand d'exportation doit se con-
« tenter d'un faible profit pour s'attirer, au lieu de s'aliéner
« par des demandes, le reste du marché. »

La conception de l'étranger sur cette question est bien caractérisée dans un article du journal italien *Il Sole* :

« La politique d'exportation du gouvernement allemand,
« qui permet à certains vendeurs de se mettre au-dessus des
« conventions, a provoqué d'unanimes protestations de la
« part des intéressés.

« On se demande sérieusement si le bon renom (?) que
« l'Allemagne s'était acquis avant la guerre subsiste encore.
« Nous savons que des firmes étrangères ont dressé des listes
« de maisons allemandes qui doivent être boycottées. La
« France et l'Angleterre se sont protégées à Wiesbaden (So-
« ciété des achats industriels) et à Cologne. L'Italie suivra
« fatalement. »

§ VI. — *Le point de vue du Gouvernement*

Voici dans quels termes M. Edlen von Braun, président du conseil économique d'Empire, parle de la socialisation : (n° 46 de la revue *Die Kreuzboten*) :

« Que la socialdémocratie réclame la socialisation, il est
« permis de ne pas s'en étonner. Le mot est inscrit sur l'é-
« tendard qui la mena au triomphe ; c'est la doctrine que,
« depuis cinquante ans, elle défend avec une opiniâtreté
« remarquable et par laquelle elle a enflammé ses partisans
« de jour en jour plus nombreux. L'accroissement du parti
« a prouvé en tout cas que cette prétention a été un excel-
« lent moyen d'agitation. Mais il faut d'abord examiner si
« cette doctrine, bâtie uniquement sur des spéculations théo-
« riques peut être mise en pratique, et, dans l'affirmative,
« si elle peut l'être à l'heure actuelle.

« Lorsque j'affirme que la doctrine est bâtie uniquement
« sur des spéculations théoriques, je ne porte pas un juge-
« ment superficiel. Personne, en effet, ne pourra nier que
« toutes les tentatives de mettre en pratique la doctrine
« marxiste ont échoué jusqu'à présent. La mise en pratique
« de cette doctrine suppose des hommes qui n'existent pas,
« des êtres qui remplissent leurs devoirs sans y être con-
« traints et sans y être attirés par un appât quelconque, des
« êtres qui, libres de tout égoïsme et de toute aspiration à la
« puissance et à la richesse, mettent au service de la collec-
« tivité le maximum de travail intellectuel et matériel.
« Nous sommes loin de cet état de perfection !

« La socialdémocratie l'a, d'ailleurs, compris en novembre
« 1918, et n'a pas même essayé de réaliser alors sa doctrine.

« Kautsky n'a-t-il pas avoué lui-même que, pratiquement,
« elle est irréalisable ?

« Aujourd'hui, pour aboutir plus vite au succès, on ne
« réclame que la socialisation des mines. Mais, ce premier
« résultat obtenu, les ouvriers exigeront la socialisation des
« autres branches industrielles, et en leur donnant satisfac-
« tion on prononce l'arrêt de mort de l'économie indivi-
« dualiste, c'est-à-dire, par le fait même, de l'économie
« Allemande toute entière.

« Le chancelier Fehrenbach a dit : « Le but et le résultat
« de toute socialisation doivent être l'augmentation de la
« production. »

« Nous devons donc d'abord être sûrs que par la sociali-
« sation nous obtiendrons des avantages au point de vue
« de l'accroissement de la production et de la gérance de
« toute l'exploitation. Personne n'osera affirmer que telle
« serait la conséquence immédiate de la socialisation : il
« se ferait bien vite traiter de faux prophète.

« Je ne veux pas insister sur l'exemple de nos services des
« postes et des chemins de fer, qui, d'exploitation d'état
« très bien organisées, fonctionnant à la perfection et rap-
« portant de beaux bénéfices, sont devenus des entreprises
« en faillite avec un déficit de plusieurs milliards depuis
« qu'elles sont entre les mains des ouvriers, donc, en
« partie socialisées... Mais une vieille expérience confirmée
« largement pendant la guerre, nous a appris qu'une ex-
« ploitation subissant une transformation ne découlant point
« de ses propres besoins, accuse dans les commencements
« une diminution dans la production et dans les bénéfices.
« Il est certain également que les ouvriers d'une exploita-
« tion socialiste songeront avant tout à améliorer leur pro-

« pre situation, donc à réduire le nombre des heures de
« travail et augmenter les salaires, et s'occuperont seulement
« alors des besoins de la collectivité.

« *Cette question de la socialisation est décisive pour tout
« l'avenir économique de l'Allemagne. D'elle dépend le
« relèvement ou l'effondrement définitif de toute notre vie
« économique et non pas seulement du capitalisme.*

« Dans les milieux financiers et politiques des Etats-Unis
« et des pays neutres en Europe, on se montre disposé à
« n'aider dans leurs œuvres de reconstruction que les pays
« dont les dépenses se tiennent dans les limites du ren-
« dement de leurs impôts ». En socialisant les mines, les
« postes et les chemins de fer, l'Allemagne renonce à tout
« espoir de remettre son budget en équilibre.

« Sollicités d'un côté de relever les salaires, de l'autre de
« baisser le prix du charbon, des transports, etc., le Gou-
« vernement et le Reichstag perdront le peu de conscience
« économique qui les anime encore.

« *La socialisation est impossible dans les circonstances
« actuelles. Il faut le dire et le redire à la classe ouvrière
« qui le comprendra comme de nombreux chefs de la Social-
« démocratie l'ont déjà compris eux-mêmes. Mais, en com-
« pensation, il est nécessaire que les ouvriers obtiennent
« dans les entreprises une place leur permettant de ne plus
« se sentir exploités par le capitalisme. L'ouvrier sait l'im-
« portance de son travail pour la prospérité économique
« d'une entreprise, et il veut être intéressé à cette prospérité.*

« On comprend facilement l'irritation d'un ouvrier qui
« ne retire aucun profit d'une entreprise à l'heureux déve-
« loppement de laquelle il a travaillé durant des années,
« alors qu'un actionnaire obtient des dividendes de plus en

« plus élevés et d'autres bénéfices encore du seul fait d'avoir
« acheté une action.

« Les ouvriers ne verront jamais d'un mauvais œil les
« bénéfices du patron capable, qui, par son talent d'orga-
« nisation, ses inventions et les améliorations apportées à
« l'exploitation par son propre travail et son activité a
« rendu une entreprise florissante.

« Mais, ils s'insurgent contre les profits injustifiés du
« capitaliste qui non seulement retire les intérêts de son ca-
« pital, mais empêche encore des dividendes à la production
« desquels il n'a pas contribué, et c'est là-contre que lutte
« non sans quelque raison, le socialisme.

« En réalité, le socialisme se dresse donc contre le capi-
« talisme et non contre l'économie individualiste.

« Procurer à l'ouvrier une participation aux bénéfices,
« soit sous la forme d'actions de valeur peu élevée, soit sous
« toute autre forme, est une pensée socialiste absolument
« juste qui ne pourra nuire ni à l'entreprise, ni à l'entre-
« preneur, ni à la collectivité, mais qui contribuera néces-
« sairement à l'augmentation de la production.

« Ce sont là des idées qu'on ne pourra pas réaliser sans de
« nombreuses difficultés, quelques-unes devront même être
« complètement transformées. Mais dans la crise actuelle, il
« s'agit moins d'établir un plan étudié dans tous ses détails
« que de créer un terrain d'entente et de changer l'état d'es-
« prit de notre peuple. Il faut, en effet, que nous cessions de
« nous entredéchirer et de rechercher notre avantage dans le
« malheur d'autrui ; nous devons porter en commun la
« calamité qui a accablé l'Allemagne et être prêts à tous les
« sacrifices.

« Si nous pouvons parvenir à ce résultat et si le monde

« reconnaît que le peuple allemand s'est resaisi et est prêt
« à supporter les charges imposées par la fatalité de ces der-
« nières années, alors je ne redouterai plus tous les dangers
« dont l'étranger nous menace.

« Et l'Allemagne purifiée par la souffrance retrouvera
« alors aussi des amis secourables dans ce monde, qui lui
« est aujourd'hui si hostile. »

Citons également, dans le même sens, un extrait de l'*Industrie und Handelszeitung*, du 8 janvier 1921 :

« Dans de nombreux cas, on a créé avec succès des corps
« d'administration autonome (*Selbstverwaltungskörper*),
« englobant des branches particulières de l'industrie : c'est
« ainsi que naquirent, par exemple, l'Union économique
« du goudron et de ses sous-produits et l'Union économique
« du fer à Düsseldorf.

« Quoiqu'il en soit, le relèvement de notre vie économi-
« que ne peut s'accomplir que sur la base de l'accroisse-
« ment de la production. La conviction qu'il ne faut pas
« attendre la guérison de nos maux de la toute puissance de
« l'Etat, mais d'un travail fructueux, tend à se généraliser.

« Ce dont nous avons le plus besoin, c'est la *stabilité*, sans
« laquelle il n'est pas de sécurité possible pour le com-
« merce. Souhaitons sincèrement que la période des « expé-
« riences sociales » est close, et que nous entrons enfin dans
« la voie des réalisations pratiques. »

Dans cet ordre d'idées, il est intéressant de signaler une proposition du professeur Sudekum, tendant à assimiler l'Allemagne à une vaste « société fiduciaire (*Treuhandgesellschaft* *Kölnische Zeitung*, 21 janvier 1921 :

« Dans son cours d'économie politique, l'ancien ministre
« des Finances, Sudekum, a fait une proposition intéres-
« sante concernant la participation des consommateurs, et,
« en particulier de la classe ouvrière, au capital et au béné-
« fice d'une société fiduciaire, comprenant toute l'économie
« nationale allemande.

« Il demande la fondation par une loi d'une *Treuhandge-
« sellschaft*, qui assurerait la direction et le contrôle de tou-
« tes les entreprises économiques.

« Toutes les sociétés par actions, commerciales ou indus-
« trielles, devront remettre à cette *Treuhandgesellschaft* 25%
« des nouvelles actions émises, calculées au pair contre de
« petites actions de 100 marks.

« Les autres sociétés devront, soit garantir une participa-
« tion au capital correspondant, soit, comme cela existe déjà,
« pour des exploitations privées, faire régulièrement des ver-
« sements partiels proportionnés aux charges qui incombent
« raient aux sociétés par actions.

« Avec les bénéfices ainsi réalisés, les T. G. partageraient
« un dividende entre ces différentes sociétés calculé approxi-
« mativement sur la valeur des intérêts que l'on donne pour
« l'argent placé à échéance journalière. A tous ceux qui par-
« ticiperont directement à la production, elle distribuerait
« un « superdividende ».

« Cette société se régiera par un conseil d'administration,
« une direction et une assemblée générale. Pour avoir un
« droit de suffrage à cette assemblée, il faudra posséder au
« moins 10.000 actions, de sorte que les organisations écono-
« miques, en particulier les syndicats, obtiendront une forte
« influence sur la direction des affaires de la T. G.

« Le petit capitaliste pourra se protéger contre la dépré-

« ciation de l'argent en plaçant ses économies en actions
« de la T. G., car les actions de cette société appartiendront
« aux valeurs les plus sûres du monde, étant garanties par
« les richesses nationales, les fabriques, les trésors du sous-
« sol et de la terre.

« L'intérêt de chacun à l'intensification de la production
« serait accru par l'augmentation des dividendes qui en
« résulterait.

Il est intéressant de connaître le point de vue du gouvernement au milieu de ces tendances si différentes. Il est très nettement exposé, dans un discours-programme prononcé le 29 novembre 1920, par le ministre d'Empire des affaires économiques et dont nous donnons ici les idées essentielles :

Après s'être déclaré partisan de la colonisation rurale, qu'il convient, dit-il, d'encourager « en répartissant équitablement les grandes et les petites exploitations, sans pour cela morceler inconsidérément la grande propriété », le ministre ajoute :

« Il faut s'efforcer de nouer des relations directes entre les
« producteurs et les consommateurs, et d'éliminer les inter-
« médiaires inutiles et coûteux.

« Quant aux prix des denrées alimentaires, on se propose
« de les réduire dans la mesure où cela peut se concilier avec
« les intérêts d'une production intensive. La baisse des prix
« des moyens de production agricole, telle qu'elle est envi-
« sagée pour les engrais et les fourrages, implique nécessaire-
« ment une baisse correspondante des prix des denrées ali-
« mentaires qui en découlent. Celles-ci doivent être garanties

« par des « contrats de livraison » (par exemple, le paysan s'engagera à engraisser un certain nombre de porcs et, en retour, on lui assumera la fourniture du maïs à prix réduit).

« La politique d'importation et d'exportation et la politique des devises doit s'efforcer autant que possible de stabiliser le change, ce qui constitue une des conditions capitales d'une politique économique saine.

« *C'est pourquoi la politique d'importation et d'exportation, y compris la politique des devises, ne peut être réglée que sur un seul et même principe.*

« L'importation des denrées alimentaires et des fourrages, en tant qu'elle est encore contrôlée, doit se faire par l'intermédiaire de l'Etat.

« Quant à l'importation des autres denrées, elle doit être limitée le plus possible. Il faut que des corps administratifs autonomes s'occupent de la répartition des contingents en faisant appel aux compétences et aux relations du commerce en gros d'importation et d'exportation et sous le en référant aux représentants du commerce en gros d'importation et d'exportation et sous le contrôle de l'Etat. Il ne saurait être question, dans la situation actuelle du ravitaillement allemand, d'exporter des produits agricoles.

« La politique de l'importation et de l'exportation industrielle prévoit une interdiction systématique de l'importation des objets de luxe, de même que celle des objets usuels manufacturés en Allemagne. Pour assurer le ravitaillement intérieur et consolider la situation financière, de même que pour encourager les agences d'affaires intermédiaires entre l'Allemagne et l'étranger, il est utile, en raison du manque exceptionnel de matières premières dans

« les arts mécaniques, de *constituer des réserves*. Ces stocks
« seront, avant tout, assurés par des associations privées,
« mais l'Etat sera tenu de les aider et de les encourager par
« tous les moyens possibles.

« D'autre part, tout en favorisant l'exportation des produits
« finis, il n'en est pas moins indispensable de maintenir le
« contrôle de sortie. Ce contrôle a pour but : de garantir les
« besoins de l'intérieur, de s'assurer de l'obtention des prix
« établis sur le marché mondial et de veiller à ce que la con-
« tre-valeur des marchandises allemandes nous soit rigou-
« reusement fournie.

« En ce qui concerne l'*industrie*, il importe au plus haut
« point de la soumettre à un contrôle très rigoureux. Il con-
« vient pour cela d'abandonner le système de répartition à
« longue échéance des charbons. La capacité de concurrence
« de l'industrie allemande vis-à-vis de l'étranger est profon-
« dément affectée du manque de charbon et de l'élévation de
« son prix de vente. C'est pourquoi *il faut s'efforcer d'adap-*
« *ter l'industrie aux conditions du marché*, si besoin en est,
« *en influant sur la réunion et la fusion des exploitations*
« *isolées*. Il est désirable de conserver aux produits alle-
« mands leur caractère et leur marque distinctifs dans la
« mesure où cela ne nuit pas à leur réputation de mar-
« chandises de choix, qui les a mis en faveur sur le marché
« mondial. Il est nécessaire de réduire autant que possible
« la fabrication des objets de luxe. Cette industrie doit
« travailler, avant tout, pour l'exportation. La rénovation
« de l'industrie allemande ne peut résulter que de la col-
« laboration de l'œuvre pratique et scientifique. C'est pour-
« quoi il est indispensable, malgré la situation précaire
« des finances de l'Empire, d'assurer les conditions d'exis-

« tence et de développement des savants et des inventeurs.

« Il doit être promptement remédié au manque de *crédit*
« dont souffre l'industrie, constaté non seulement par les fir-
« mes isolées, mais aussi par les cartels les plus importants ;
« le Gouvernement d'Empire n'a pas donné suite au projet
« maintes fois discuté dans la presse, consistant à créer une
« banque économique d'Empire autonome. Par contre, des
« conférences ont lieu présentement sous les auspices du
« conseil économique d'Empire, sur la question de savoir
« comment arriver à fournir à l'industrie le crédit dont elle
« a besoin, avec la collaboration de la banque d'Empire,
« de la Centrale de virement allemande et de banques pri-
« vées, et, si besoin en est, de l'aide financière de l'Empire.

« En ce qui concerne la question des *prix des matières pre-*
« *mières les plus utiles à l'industrie*, comme le fer et le char-
« bon, il appartiendra aux corps administratifs autonomes
« de les déterminer.

« Pour ce qui est de l'*administration des charbons*, cette
« question d'importance vitale pour le peuple allemand ne
« peut et ne saurait être réglée sans le concours des experts
« désignés. Ces spécialistes sont actuellement en conférence
« avec le Conseil économique d'Empire et le Conseil des
« charbons d'Empire.

Le Gouvernement d'Empire, en considération du résultat
« de ces délibérations, élaborera sans tarder un projet de loi.

« L'organisation entière des *travaux publics* doit être
« appropriée à la production, mais surtout aux exploitations
« houillères et à l'agriculture. Dès que des subsides devien-
« nent nécessaires, l'administration centrale est tenue de
« veiller à ce que ces avances soient équitablement réparties.
« Une réglementation de l'emploi des matériaux de cons-

« truction est en préparation dans le but de les garantir contre une nouvelle hausse.

« Il paraît indispensable de séparer les *chemins de fer* du budget d'Empire. Une élévation générale des tarifs des marchandises est possible, et, en présence d'un déficit de plus de 16 milliards, elle apparaît comme indispensable.

« Enfin, l'organisation générale de l'administration économique deviendra, au moyen de l'extension prévue par la constitution d'Empire, des *conseils économiques de district*, la pierre fondamentale du Conseil économique d'Empire. Il faut que ces conseils économiques de district soient constitués non seulement d'après des considérations économiques, mais aussi les intérêts des états, et il faut en substance s'efforcer de concilier les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs.

« En groupant les nombreux et différents organes trop disséminés des offices économiques régionaux et provinciaux et en les greffant sur cette organisation, il s'ensuit une simplification de la décentralisation économique. »

Comme on peut s'en rendre compte à la lecture de ce document, l'Etat allemand est loin d'avoir renoncé à toute intervention dans la vie économique du pays.

Il s'arroe le droit de diriger et d'orienter la production en encourageant certaines industries et certaines cultures par des secours financiers et par des primes. Il a une politique de charbon et une politique du fer. Il contrôle très sévèrement les importations et les exportations, notamment en ce qui concerne les objets de luxe et les produits alimentaires. Enfin il s'efforce de mettre en rapport producteurs et consommateurs et met à l'étude un projet d'organisation du crédit.

Il est incontestable qu'à ce dernier point de vue, il peut être dangereux pour un pays de laisser aux banques privées une entière liberté d'action. En France, par exemple, avant la guerre, l'épargne privée était dirigée en grande partie vers les emprunts d'Etat étranger, car les banquiers y trouvaient leur intérêt en percevant une commission plus forte. Le résultat fut désastreux pour l'industrie privée, car, n'étant pas soutenue par les banques, elle en était réduite à ses propres moyens et le plus souvent faisait appel à l'aide étrangère. Mais il ne faut pas se dissimuler la difficulté du problème, car l'Etat ne pouvant dispenser également son crédit à toutes les industries est tenté de favoriser certaines d'entre elles au détriment d'autres entreprises aussi dignes de retenir son attention.

L'intervention de l'Etat dans les autres domaines peut-elle également se justifier?

Les socialistes allemands l'affirment, et ils se plaisent à nous faire entrevoir le prélude d'une ère nouvelle qui en serait la conséquence.

CONCLUSION

§ I. — *L'Allemagne va-t-elle s'engager dans la voie du socialisme d'Etat à la faveur de la « Kriegswirtschaft » ? — La doctrine d'Otto Neurath. — L'opinion de Walter Rathenau.*

Quelle conclusion faut-il tirer de cette étude ?

Nous nous sommes efforcés de donner un aperçu, très sommaire, il est vrai, de ce qu'a été en Allemagne, pendant la guerre, le régime de la « Zwangswirtschaft » et de rechercher si ce régime a entièrement disparu ou s'il a laissé quelque survivance dans la loi positive.

L'Allemagne, plus qu'aucun autre pays peut-être, est actuellement un tournant de son histoire économique. Dans quelle voie va-t-elle s'engager ?

Reviendra-t-elle purement et simplement au régime de la libre concurrence tel qu'il était pratiqué avant la guerre ?

C'est bien improbable, si on considère les progrès de l'idée de socialisation (dans les mines, dans les grandes industries, dans les exploitations agricoles de Poméranie). Dès le 21 novembre 1918, un radio du service de propagande allemande annonçait qu'une commission de huit membres (MM. Ballod, E. Francke, Lederer, Vogelstein, R. Hilferding, Kautsky, H. Cunow, O. Hué) venait d'être instituée pour préparer la

socialisation des principales sources naturelles de richesses.

Voici un extrait de l'exposé des motifs du projet de loi publié par l'Office d'économie politique :

« Il s'agit de supprimer la libre concurrence contraire au
« bon rendement économique, d'abolir le commerce des
« intermédiaires et l'éparpillement des affaires dans toutes
« les branches d'industrie, grâce à un fusionnement crois-
« sant qui éliminerait toutes les pertes susceptibles d'être
« évitées, enfin d'organiser le travail de telle sorte que tous
« unissent leurs efforts au lieu de s'ignorer mutuellement ou
« de travailler l'un contre l'autre (1). »

D'autre part, l'omnipotence de l'Etat reste encore incontestée dans un grand nombre de domaines et on peut dire, sans crainte de verser dans l'exagération, qu'il règne en maître tant sur le commerce intérieur que sur les échanges internationaux.

Un certain nombre d'économistes, dont le plus connu est *Walter Rathenau* et dont le plus hardi est *Otto Neurath*, n'hésitent pas à taxer d'impuissance l'économie libérale, qui, disent-ils, a été incapable de faire face aux difficultés de la guerre et qui, en période normale est loin de donner aux forces productives d'un pays leur maximum de rendement et d'assurer à chacun un « *standard of life* » suffisant.

Sous ce régime, affirment-ils, il n'est pas rare de rencontrer des faits *anti-économiques*, comme le chômage, le développement des intermédiaires, le gaspillage, l'oisiveté, etc.

Ils proposent de lui substituer un système fondé sur l'intervention de la puissance publique dans les manifestations

(1) Voir sur tous ces points Gaston RAPHAËLI : *Walter Rathenau*, Payot, 1899, pages 268 et suivante.

de la vie économique du pays, système qui varie suivant leurs conceptions particulières.

Nous avons déjà dit un mot des théories de Walter Rathenau et d'Otto Neurath : il convient d'y revenir brièvement.

Walter Rathenau est un des potentats de l'industrie électrique allemande. Il a été longtemps directeur de l' « *Allgemeine-Elektrizitäts-Gesellschaft* » et il a été chargé pendant la guerre de la création de la « *Kriegs-Rohstoff Abteilung* » (Département des matières premières), qui fonctionna régulièrement dès le 1^{er} avril 1915, et qui constitue la première pierre de l'immense édifice que devait être plus tard la « *Kriegswirtschaft* ».

Il est l'auteur de nombreux ouvrages qui ont eu dans toute l'Allemagne un immense retentissement (1).

Rathenau part de l'idée que tout le domaine économique sur lequel nous habitons et vivons, est limité et périssable.

Il se compose d'objets matériels (l'économie libérale les appelle : la nature), de travail et de capitaux.

Celui qui y puise, épuise: *wer aus diesem Gefäss schöpft, der erschöpft*. Mais toute consommation a sa répercussion sur l'économie de la communauté et a pour effet de modifier les conditions d'existence du voisin.

« Si nous parcourons, dit-il, le domaine de notre activité

(1) *Von Kommenden Dingen* — Fischer 1917 (Berlin).

Zur Mechanik des Geistes » 1917.

Zur Kritik der Zeit » 1917.

Die neue Wirtschaft » 1918.

Der neue Staat » 1919.

Die neue Gesellschaft » 1919.

Kritik der dreifachen Revolution » 1919.

Nach die Flut » 1919.

« économique, une distinction s'impose. Il nous faut envisager successivement :

« 1) *La Materialwirtschaft.*

« 2) *L'Arbeitswirtschaft.*

« 3) *La Kapitalwirtschaft.*

« En ce qui concerne le premier chapitre, notre devise sera :

« *Ne rien gaspiller, ne négliger aucune source de production, nous libérer de l'étranger.*

« Quant à l'*arbeitswirtschaft*, il pose le principe suivant :

« *Chaque homme sera utilisé ; aucune usine ne doit chômer.*

« Il n'est pas opposé à la nationalisation des industries, mais il ne veut pas qu'elle soit généralisée. »

Enfin, dans le domaine de la « *Kapitalwirtschaft* » :

« *Il faut aboutir à la concentration de tous les moyens de production et à leur juste répartition.* »

Ce que Rathenau préconise, c'est la « *Vollsozialisierung* » (socialisme intégral), qui se caractérise par la suppression du revenu qui ne provient pas du travail (*arbeitslose Einkommen*).

Chacun, sous ce régime, a une fonction déterminée, il reçoit un salaire fixe qu'il peut à son gré épargner ou dépenser. Mais il lui est impossible de le placer, de le convertir en capital parce qu'il n'existe plus d'entreprises privées, et que tous les moyens de production sont entre les mains de l'Etat.

Le nouvel état (*der neue Staat*) sera « plus positif, mieux organisé, plus libre et plus puissant que les autres, et il saura utiliser toutes les ressources du travail allemand ».

La « nouvelle économie » (*die neue Wirtschaft*) sera claire
« et transparente comme le cristal, et elle assurera sa part à
« tous ses collaborateurs : elle ne tolérera plus de profits
« cachés et injustes, et elle donnera au travail de chacun son
« maximum d'efficacité. »

Et il ajoute : Quiconque nous promet davantage, ou bien
« se trompe, ou bien vous trompe. »

« Celui qui tient cette promesse, crée une nation organi-
« sée et consciente de ses droits, basée sur la justice, la
« liberté et l'égalité, c'est-à-dire dans le bien-être !

« Nous ne dépendrons plus de l'étranger ; néanmoins,
« nous travaillerons avec toutes les nations qui sont mûres
« pour le travail.

« Nous n'importerons pas chez nous le bolchevisme, car
« il convient surtout à un peuple agricole qui dispose de
« grandes étendues. Mais nous incarnerons avec la Russie,
« qui a su se donner une constitution libre, l'esprit des
« temps nouveaux. »

Ailleurs, il dit : « Nous n'avons aucune raison pour démo-
« lir, selon la formule des charlatans du socialisme, l'édifice
« millénaire du travail, pour remplacer la concurrence par
« un bureaucratisme policier, et la liberté civique par un
« régime de bons de pain et de dispensaires de première
« classe. Toutefois, nous voici à nouveau et définitivement
« contraints d'entreprendre une réforme qui édifiera un
« nouveau règne de liberté sociale sur la base d'un droit plus
« juste de consommation et d'une répartition plus équitable
« des richesses. »

Il veut « créer une organisation économique universelle,
« c'est-à-dire la répartition et l'administration en commun
« des matières première internationales, la répartition des

« marchés internationaux et des moyens financiers internationaux.

« Sans accords de cette nature, Société des nations et Tribunaux d'arbitrage n'aboutissent qu'à l'étranglement des plus faibles par les procédés licites de la concurrence; sans une entente de cette nature, l'anarchie actuelle mène tout droit à une effroyable mêlée universelle. »

Dans ce plan, le postulat fondamental est celui de la toute-puissance de l'organisation. Il préconise le développement des groupements professionnels et « l'application d'un plan d'ensemble, vaste et scientifiquement élaboré, de répartition du travail entre les différentes entreprises, les diverses régions, en tenant compte de la situation, de l'arrivée des matières premières, de l'éloignement des débouchés, des questions de force motrice et de main-d'œuvre, ainsi que du rendement possible. »

Mais, et nous empruntons ce jugement à M. Gaston Raphaël, auteur d'un remarquable ouvrage sur Walter Rathenau, auquel nous renvoyons le lecteur (1).

« L'énorme machine d'un agencement théorique si parfait sera extraordinairement lourde. Quel moteur ne faudra-t-il pas pour la mettre en branle? Une fois lancée, elle aura tendance à persévérer dans son mouvement. Tant mieux si elle est menée dans la bonne direction. Mais elle devient diabolique si elle se trompe. Les économies seront illusoires, les dépenses augmenteront, la vie deviendra misérable. Au lieu d'être tiré d'un mauvais pas, le pays s'em-

(1) *Gaston Raphaël* : *Walter RATHENAU : ses idées et ses projets d'organisation économique*. Payot. 1919.

« bourbera davantage. Ce n'est pas un paradis, mais un enfer qui l'attend. »

Quant à *Otto Neurath*, il a exposé sa doctrine dans un ouvrage récent intitulé : « *Durch die Kriegswirtschaft Zur Naturalwirtschaft* » (De l'économie de guerre à l'économie naturelle) et dont nous jugeons utile de dégager la conclusion :

« Je vais m'efforcer de rechercher comment des mesures législatives déterminées influent sur notre habitation, notre nourriture, notre vêtement, en un mot, notre état social.....

« Les grandes modifications de notre époque tendent manifestement à une réglementation centralisée de l'économie et à une transformation de la répartition des revenus.

« Socialiser une économie, c'est la soumettre à une administration méthodique par la société et au bénéfice de la société. ,

« La socialisation suppose qu'un plan « économique » (*Wirtschaftsplan*) est réalisé par un office central déterminé (*Zentralstelle*). L'économie future sera une économie réglementée (*Verwaltungswirtschaft*) avec une répartition socialisée. A Sparte, il y avait de même une sorte d'économie réglementée qui assurait aux Spartiates le travail des Ilotes.

« Néanmoins, il faut bien se garder de confondre le terme « *Verwaltungswirtschaft* » et l'expression de « *Staatssozialismus* ».

« En effet, l'organisation rationnelle de la production et de la répartition peut être assurée par la coopération d'associations industrielles, agricoles et de consommateurs.

« C'est pourquoi, dans ce sens, il ne peut être question que d'une socialisation totale de la production. On ne peut

« pas dire d'une usine ou d'une mine qu'elle est socialisée,
« parce que les ouvriers ou les mineurs s'en sont emparés, si
« l'économie toute entière n'est pas organisée rationnelle-
« ment, car, dans ce cas, la production et la répartition con-
« tinueraient à ne pas être réglementées.

« On ne peut parler de socialisation dans le cas d'adminis-
« tration par des conseils d'ouvriers, d'étatisation ou de mo-
« difications dans l'ordre de la propriété que comme d'un
« acheminement vers l'organisation réglementée.

« En effet, comment un seul conseil d'ouvriers pourrait-il
« assurer l'organisation rationnelle du pays tout entier !

« Par contre, on conçoit très bien que les banques, les
« cartels, les conseils de consommateurs, les chambres de
« commerce et d'agriculture secondent l'Etat dans son œu-
« vre de socialisation.

« Un peuple qui, comme le peuple allemand, est un peu-
« ple organisé et qui, de plus, se trouve dans une situation
« difficile, sera particulièrement accessible à la socialisation.

« Les institutions qui ont été créées pendant la guerre
« seront volontiers continuées pendant la paix.

« C'est ainsi qu'il convient de conserver le « *Wirtschafts-*
« *splan* » (plan économique) et de tenir un recensement
« exact de toutes les richesses.

« D'où nécessité d'une statistique générale. Le soin d'éta-
« blir cette statistique incomberait à une « *Naturalsrech-*
« *nungszentrale*.

« Pour que le « *Wirtschaftsplan* » adopté par les représen-
« tants du peuple puisse être appliqué, il est nécessaire que
« chaque état possède un « *Zentralwirtschaftsamt* ». Il ne
« suffit pas de centraliser la « *Wasserwirtschaft* », la *Koh-*
« *lenwirtschaft* », l'« *Ernährungswirtschaft* ».

« Il faut qu'il y ait dans chaque service d'Etat un office
« qui puisse contrôler à chaque instant les changements qui
« surviendront dans chaque branche de production et les
« échanges qui interviendront entre les différents Etats.

« Si nous possédons une « *Naturalrechnungszentrale* »,
« nous pourrions déterminer avec précision la durée du tra-
« vail nécessaire à la production d'une certaine quantité de
« denrées au lieu de la fixer arbitrairement à huit heures.

« De plus, on pourrait fixer scientifiquement le taux des
« salaires. Dans l'état actuel des choses, les ouvriers récla-
« ment toujours une augmentation de salaire en brandis-
« sant le spectre de la grève ; le plus souvent, on leur accorde
« et l'élévation des salaires a pour effet de troubler l'écono-
« mie du pays et de porter ainsi indirectement un grave
« préjudice à la classe ouvrière.

« Les choses se passeraient tout différemment si on sou-
« mettait à la classe ouvrière un « *wirtschaftsplan* », sur
« lequel on déterminerait exactement ce qui revient à cha-
« cun sur la quantité d'aliments, de vêtements, de combus-
« tibles existants.

« Quand l'importation d'une marchandise rapporte 8 mil-
« lions de marks, si, du fait de cette importation, la produc-
« tion subit une perte de 4 millions, les producteurs feront
« tout au monde pour l'empêcher. Si les producteurs et les
« consommateurs étaient réunis en une association, ils pour-
« raient s'entendre pour n'importer que dans la mesure où
« le gain à l'importation l'emportera sur la perte de la pro-
« duction.

« Ce qu'il importe de mettre en lumière, c'est que toute
« *Verwaltungswirtschaft* aboutit à une *Naturalwirtschaft*,

« Socialiser n'est autre chose que favoriser la « *naturalwirtschaft*. »

« On ne peut parler de socialisation et conserver le régime
« actuel fondé sur la monnaie (*Geldwirtschaft*). »

« Il est impossible en effet de fixer d'une manière immua-
« ble le pouvoir de l'argent et toutes les tentatives qui ont
« été faites dans ce sens ont échoué. »

« Quand on aura analysé la nature de l'argent, on se ren-
« dra compte qu'on a commis une grande erreur au cours
« des âges. Il appartiendra aux générations futures de mon-
« trer les effets désastreux de l'économie basée sur l'argent. »

« Il nous faut mettre demain ces idées à exécution, si nous
« voulons empêcher la ruine de notre pays. Un plan écono-
« mique, qui permet l'application de toutes les innovations
« techniques, peut encore nous sauver, mais à la condition
« que tous aient la ferme volonté de l'appliquer. »

« En résumé, la situation politique intérieure n'a jamais
« été aussi favorable à une entreprise de socialisation. La
« meilleure façon de la réaliser consiste dans le développe-
« ment de la « *Verwaltungswirtschaft* » et l'extension des
« cartels, consortiums, etc. Il faut agir vite, tandis que les
« sociétés de guerre subsistent encore, que le besoin d'une
« administration raisonnée se fait puissamment sentir et
« que l'interruption des relations internationales favorise la
« mise en oeuvre du socialisme. »

« La première mesure qui s'impose est la création d'un
« plan économique général qui englobe tous les éléments
« de la vie économique du pays. »

§ II. — *Que faut-il penser de ces idées et ont-elles quelques chances d'aboutir ?*

Faut-il conclure de l'exposé que nous venons de faire de ces doctrines, que l'Allemagne a définitivement abandonné le régime de la libre concurrence, tel qu'il existait avant la guerre, pour entrer dans la voie du socialisme intégral ?

Evidemment non, et les théoriciens socialistes ont le grand tort de prendre le plus souvent leurs désirs pour des réalités. C'est ainsi, par exemple, que lorsque Otto Neurath parle de substituer au régime actuel de l'économie basée sur l'argent (*Geldwirtschaft*), le calcul en nature (*naturalrechnung*), il ne fait que formuler un vœu, car, dans la réalité des faits, il en va tout autrement.

Le problème est posé très nettement : le régime de contrainte économique (*zwangswirtschaft*), qui a pris une telle extension pendant la guerre doit-il retourner à nouveau dans le néant, puisque le monde tend à revenir à des conditions économiques normales, ou, au contraire, convient-il de conserver sinon l'édifice tout entier de l'économie contrôlée, du moins ses assises fondamentales et faut-il reconnaître à l'administration un « droit de regard » sur les manifestations de la vie économique ?

A notre avis, il ne peut être question aujourd'hui que la *zwangswirtschaft* a été abolie presque partout, de la restaurer sur des bases anciennes. C'est un régime *beaucoup trop autoritaire et beaucoup trop dispendieux*.

L'Etat ne peut assumer le soin de contrôler la production, de surveiller et de réglementer étroitement la circulation,

d'organiser la répartition, enfin de limiter et d'orienter la consommation des richesses que dans les périodes de crise.

Il a d'autres occupations plus pressantes et plus dignes de retenir son intérêt que de tenir chaque jour un état détaillé de la quantité des denrées disponibles et de déterminer exactement la part qui revient à chacun dans la distribution des richesses produites.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir l'économiste *Richard Calver* proposer, dans le *General Anzeiger*, du 22 octobre 1919, parmi les mesures propres à parer à la banqueroute de l'Etat : *la levée de l'économie forcée et la dissolution de tous les services économiques.*

Il demande, en outre :

1) Le licenciement de tous les éléments superflus dans les services d'Etat et des communes et leur emploi dans l'agriculture et dans les mines.

2) La réduction de 50% des salaires des fonctionnaires et des ouvriers.

3) La suspension de l'émission des billets.

4) La réduction à 2% de l'intérêt consenti sur les emprunts de guerre par le Reich, les Etats ou les communes.

5) L'augmentation de 50% des tarifs de chemins de fer.

6) La suppression de tout secours aux chômeurs (l'allocation attribuée aux chômeurs n'est pas inférieure à 15 marks par jour).

7) La liberté des importations.

8) L'interdiction de l'exportation des denrées alimentaires.

9) L'augmentation des heures de travail de 8 à 11 heures.

10) L'introduction du travail obligatoire.

Un article de M. *Henri Schloss*, paru dans les *Frankfurter Nachrichten* du 23 juin 1920, met au point la question et situe admirablement le problème :

« Voici un fait bien extraordinaire : Dans la lutte que se
« livrent mutuellement les partis, on prend en considération
« tout ce qui regarde la constitution économique de l'Etat,
« on tend à abandonner le principe individualiste pour appli-
« quer les principes centralistes et socialistes ; on dénonce
« dans la constitution économique dite capitaliste un pro-
« gramme anti-populaire, préjudiciable à la généralité et
« profitable seulement à quelques-uns, mais on tient trop
« peu compte, pour juger cette constitution capitaliste de sa
« structure physique.

« Les partis de gauche forment des projets de centralisa-
« tion et de socialisation du système économique dans le
« cadre de leurs programmes. Mais ils négligent de se rendre
« compte, par une étude scientifique de la question, si la
« constitution qu'ils proposent répond actuellement et dans
« l'avenir aux nécessités économiques générales et particu-
« lières. De même, on ne s'est pas inquiété de savoir exacte-
« ment si la socialisation économique, qui est regardée com-
« me le but suprême, a en elle le principe d'une force capa-
« ble de défendre l'état nouveau contre un mouvement éco-
« nomique régressif et de préserver le peuple d'un « stan-
« dard of life » inférieur à celui que pouvait se créer le plus
« humble citoyen dans le cadre économique capitaliste. Les
« jugements portés sur la valeur et l'efficacité du système
« économique dit capitaliste, c'est-à-dire de cette cons titu-
« tion économique qui permet aux particuliers de mettre au
« service d'une entreprise leurs dons commerciaux et techni-

« ques, leurs talents d'organisation, leur initiative, leur
« énergie, leur décision, ont, à mon avis, ce vice essentiel
« de considérer systématiquement comme une faiblesse du
« système économique les faiblesses personnelles des indus-
« triels.

« Il faut néanmoins reconnaître que, dans le cadre de la
« constitution capitaliste, qui permet par ailleurs aux indi-
« vidus une ascension économique merveilleuse, le travail
« fourni par l'ouvrier n'est pas toujours apprécié et récom-
« pensé dans une mesure correspondante à sa production
« personnelle, et aux bénéfices réalisés par l'entreprise. La
« critique qu'on fait du système capitaliste part d'un prin-
« cipe faux. Ce n'est pas le système économique en tant que
« tel qui est vicieux, ce sont les représentants de ce système
« (qui a porté à plus de 300 milliards la fortune nationale
« de l'Allemagne avant la guerre) qui n'ont pas assez faci-
« lité les conditions d'existence matérielle à leurs collabo-
« rateurs, aux travailleurs manuels et intellectuels : repré-
« tants à l'étranger, techniciens, ingénieurs, contremaîtres
« et spécialistes, qui ont dépensé leurs forces physiques et
« intellectuelles pour le succès commercial des entreprises
« auxquelles ils étaient employés.

« Nos entreprises allemandes ont donné, avant la guerre,
« des résultats techniques et commerciaux merveilleux : elles
« ont conquis, grâce à leur puissance, le marché mondial ;
« elles ont su utiliser avec beaucoup de tact les conquêtes
« naturelles, l'esprit inventif et le talent d'organisation qui
« qui sont la richesse de l'Allemagne, pour leurs buts écono-
« miques et commerciaux. Malheureusement, elles ont
« oublié, au cours de leur victoire longue de plusieurs dizai-
« nes d'années, de donner à notre constitution économique

« la structure susceptible d'en écarter le poison d'une idéologie erronée et la menace d'une destruction irrémédiable telle que celle qui se produit actuellement.

« Les semences de la plante empoisonnée et miroitante du bolchevisme apportée jusqu'à nous depuis la Russie soviétique et l'idéal radical socialiste et communiste n'auraient pas trouvé un terrain nourricier auprès de nos ouvriers assouplis à la doctrine syndicaliste, encore moins auprès des employés, si l'on n'avait pas traité ouvriers et employés malgré leur compétence professionnelle et la nécessité de leur concours comme une quantité sociale négligeable et si les entreprises florissantes leur avaient assuré les moyens d'une existence plus confortable.

« Si, à l'heure actuelle, dans la lutte que se livrent entre eux les partis pour la suprématie politique, l'Empire allemand trouve la possibilité du salut, il serait peut-être recommandable de ne pas négliger les aspects psychiques de notre structure économique. Dans le cadre de la discussion sur l'avenir de l'Allemagne, il est fâcheux que trop de théoriciens se laissent séduire par les doctrines les moins contrôlées. Cela tient en partie à ce que dans les grandes industries centralisées, le contact n'est pas suffisamment établi entre patrons et employés.

« Si nous ne voulons pas être précipités dans l'abîme, ils devront se considérer désormais comme des facteurs également importants de la prospérité économique.

« Mais le changement social fécond qui sortira de cette prise de conscience ne pourra se développer que lentement parce que, dans les deux camps, il existe des préjugés profondément enracinés qui n'ont fait que se fortifier à mesure que se développait notre vie économique. »

Vu : *Le Doyen,*

F. LARNAUDE.

Vu : *Le Président,*

A. SOUCHON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

La Zwangswirtschaft

INTRODUCTION	5
<i>Chapitre I.</i> — Les origines de la Zwangswirtschaft.....	9
<i>Chapitre II.</i> — La véritable nature de la Zwangswirtschaft.....	15
<i>Chapitre III.</i> — L'organisation de la Zwangswirtschaft.....	22
<i>Chapitre IV.</i> — Le fonctionnement de la Zwangswirtschaft....	32
<i>Chapitre V.</i> — Les résultats de la Zwangswirtschaft.....	44
<i>Chapitre VI.</i> — L'abolition de la Zwangswirtschaft. Ses conséquences	58

DEUXIÈME PARTIE

Les vestiges de la Zwangswirtschaft

<i>Chapitre I.</i> — Comment l'expérience de la Kriegswirtschaft a favorisé l'éclosion de théories nouvelles tendant à l'extension de l'intervention de l'Etat dans la vie économique du Reich	69
<i>Chapitre II.</i> — Tentatives de socialisation dans l'agriculture, dans les mines et dans l'industrie. L'intervention de l'Etat dans le commerce extérieur et dans l'organisation du crédit	75
CONCLUSION	109

NIORT, IMPRIMERIE NOUVELLE G. CLOUZOT.
